

An aerial photograph of a complex multi-level highway interchange with several overpasses and ramps. The roads are filled with cars and trucks. In the background, there is a large area of dense forest with some trees showing autumn colors. The sky is a mix of blue and orange, suggesting a sunset or sunrise.

2024 Rapport financier semestriel

1	ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ERAMET AU 30 JUIN 2024	5
2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2024	7
2.1	Note préliminaire	8
2.2	Présentation générale	8
2.3	Résultats du groupe du premier semestre 2024	8
2.4	Gestion des risques	15
2.5	États financiers de la société Eramet S.A	15
2.6	Perspectives	16
3	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2024	19
3.1	Compte de résultat	20
3.2	État du résultat global	21
3.3	Tableau des flux de trésorerie	22
3.4	Bilan	23
3.5	Variation des capitaux propres	24
3.6	Notes annexes	25
4	RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024	45



1

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ERAMET AU 30 JUIN 2024

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels consolidés condensés, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principales incertitudes et des principaux risques pour les six mois restants de l'exercice.

À PARIS, LE 25 JUILLET 2024

NICOLAS CARRÉ
DIRECT DIRECTEUR
FINANCIER EN CHARGE
DES SYSTÈMES
D'INFORMATION ET DES
ACHATS GROUPE

CHRISTEL BORIES
PRÉSIDENTE-DIRECTRICE
GÉNÉRALE





2

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2024

2.1	Note préliminaire	8
2.2	Présentation générale	8
2.3	Résultats du groupe du premier semestre 2024	8
2.4	Gestion des risques	15
2.5	États financiers de la société Eramet S.A	15
2.6	Perspectives	16

2.1 Note préliminaire

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent, relatives à la situation financière et au résultat opérationnel de la Société avec les comptes semestriels consolidés condensés de la Société, les notes annexées aux comptes semestriels consolidés condensés pour la période close le 30 juin 2024 et toute autre information financière figurant dans le Document d'enregistrement universel 2023 déposé auprès de l'AMF le

10 avril 2024. Les comptes semestriels consolidés condensés de la Société ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les informations qui suivent contiennent également des éléments prévisionnels reposant sur des estimations concernant l'activité future d'Eramet dont la réalisation pourrait se révéler significativement différente des résultats réels.

2.2 Présentation générale

Eramet, groupe minier et métallurgique mondial, est un acteur clé de l'extraction et de la valorisation de métaux (manganèse, nickel, sables minéralisés). Le Groupe accompagne la transition énergétique en développant des activités à fort potentiel de croissance, telles que l'extraction et le raffinage du lithium, et le recyclage. Eramet se positionne comme le partenaire privilégié de ses clients des secteurs de la sidérurgie, l'aciérie inox, l'aéronautique, l'industrie des pigments, l'énergie, et les

nouvelles générations de batteries. En s'appuyant sur l'excellence opérationnelle, la qualité de ses investissements et le savoir-faire de ses collaborateurs, le Groupe déploie un modèle industriel, managérial et sociétal vertueux et créateur de valeur. Entreprise citoyenne et contributive, Eramet œuvre pour une industrie durable et responsable. Eramet compte près de 9 150 collaborateurs dans une vingtaine de pays.

2.3 Résultats du groupe du premier semestre 2024

Le chiffre d'affaires ajusté du Groupe (en intégrant la contribution proportionnelle de PT Weda Bay Nickel, « PT WBN ») s'élève à 1 674 millions d'euros au premier semestre 2024, en baisse de 12 % (- 10 % à périmètre et change constants, avec un effet change négligeable). Cette baisse reflète principalement un effet prix négatif (- 16 %) dans un environnement de marché toujours difficile, notamment pour le nickel. L'effet volume positif reste limité sur le semestre (+ 5 %) : la croissance des ventes de manganèse et de sables minéralisés a été en grande partie compensée par le recul des ventes de nickel, en particulier à la SLN.

L'EBITDA du Groupe s'élève à 102 millions d'euros.

L'EBITDA ajusté (y compris la contribution proportionnelle de PT WBN) s'élève à 247 millions d'euros, en baisse de - 27 % par rapport au premier semestre 2023, reflétant principalement :

- Un impact négatif des facteurs externes de 310 millions d'euros, compte tenu notamment d'un effet prix défavorable (- 304 millions d'euros, dont - 173 millions d'euros pour l'activité nickel et - 110 millions d'euros pour l'activité manganèse) et de l'impact de l'absence de permis de ventes de sapolites basse teneur à Weda Bay (- 93 millions d'euros), partiellement compensés par la baisse des coûts des entrants (+ 58 millions d'euros), les primes sur l'index de prix du minerai en Indonésie (+ 24 millions d'euros) et un effet change favorable (+ 15 millions d'euros) ;
- Une performance intrinsèque positive de 216 millions d'euros, principalement liée à la hausse des volumes de ventes d'une part, de sapolites haute teneur et limonites à Weda Bay (+ 86 millions d'euros) et d'autre part, de minerai de manganèse (+ 82 millions d'euros), conjuguée à des actions de réduction des coûts fixes et les gains de productivité (+ 87 millions d'euros, dont + 56 millions d'euros liés à une amélioration de la teneur du minerai à GCO et à Weda Bay).

Le résultat net part du Groupe s'établit à -41 millions d'euros sur le semestre, incluant la quote-part de résultat de PT WBN (98 millions d'euros) ainsi que les pertes liées à la SLN (- 72 millions d'euros).

Les investissements représentent 305 millions d'euros, incluant la part du projet Lithium financée par Tsingshan. Les investissements supportés par le Groupe s'élèvent à 234 millions d'euros et comprennent 150 millions d'euros d'investissements de croissance, principalement au Gabon (67 millions d'euros) et en Argentine (71 millions d'euros) ; les investissements courants s'élèvent à 85 millions d'euros.

Le free cash-flow (« FCF ») s'élève à - 521 millions d'euros dont les dividendes reçus de Weda Bay, limités à 35 millions d'euros, en raison du faible niveau de ventes externes de minerai sur le semestre. Il s'élève à - 291 millions d'euros, net des apports en capital de Tsingshan pour le projet Centenario (85 millions d'euros) et du support financier de l'Etat français à la SLN (145 millions d'euros),

Conformément à l'accord signé en avril, la dette existante de la SLN a été convertie sous la forme d'un instrument assimilé à des capitaux propres (obligations subordonnées à durée indéterminée à taux fixe, « TSDI ») permettant de neutraliser la dette de l'entité vis-à-vis de l'Etat français dans les comptes consolidés du Groupe. Celle-ci s'élevait à 260 millions d'euros au 31 décembre 2023. Le même traitement a été appliqué aux prêts complémentaires accordés par l'Etat français à la SLN au cours du semestre, soit 140 millions d'euros au total, afin de soutenir financièrement l'entité calédonienne, soit un total de 405 millions d'euros neutralisé (incluant les intérêts échus sur le semestre).

La dette nette du Groupe s'établit ainsi à 711 millions d'euros au 30 juin 2024 (contre 614 millions d'euros au 31 décembre 2023), après versement de dividendes au titre de l'exercice 2023 aux actionnaires d'Eramet (- 43 millions d'euros) et aux actionnaires minoritaires de Comilog (- 30 millions d'euros).

Le ratio de levier ajusté est de 1,0x. La politique d'allocation du capital du Groupe continue à viser en priorité le désendettement, afin de maintenir un levier⁽¹⁾ inférieur à 1x en moyenne sur le cycle, tout en investissant dans les projets de croissance et en rémunérant ses actionnaires.

La liquidité du Groupe, y compris les lignes de financement non tirées, reste élevée à 2,8 milliards d'euros au 30 juin 2024.

(1) Dette nette / Ebitda ajusté

2.3.1 Compte de résultat

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Chiffre d'affaires	1 452	1 604	3 251
EBITDA	102	93	347
Résultat opérationnel courant	(23)	(10)	127
Résultat opérationnel	(45)	(44)	(193)
Résultat net des activités poursuivies	(94)	52	12
Résultat net des activités en cours de cession	-	14	6
Résultat net de la période	(94)	66	18
Résultat net – part du Groupe	(41)	98	109
Résultat de base par action (en euros)	(1,44)	3,40	3,80

2.3.1.1 Commentaires par Business Unit : chiffre d'affaires et résultat opérationnel courant

Manganèse

L'EBITDA de l'activité Manganèse s'est établi à 225 millions d'euros sur le semestre, en hausse de 17 % par rapport au premier semestre 2023.

Les volumes de minerai produits et transportés au Gabon sont en hausse respectivement, de 33 % à 3,5 Mt et de 12 % à 3,2 Mt, par rapport au premier semestre 2023 impacté par des incidents logistiques non-récurrents.

- L'EBITDA de l'activité minerai est en hausse à 186 millions d'euros (+ 21 %), reflétant principalement la hausse des volumes vendus en externe (+ 21 %). Bien que l'indice de prix du minerai de manganèse haute teneur ait fortement augmenté sur le deuxième trimestre (c.+ 50 % vs. premier trimestre 2024), en raison de l'arrêt prolongé des exports de minerai australien, il est resté quasiment stable sur le semestre (+ 3 %) du fait d'un niveau bas au premier trimestre.
- L'EBITDA de l'activité alliages affiche une très légère hausse à 39 millions d'euros (+ 3 %), la baisse des prix de vente pour les affinés, ayant été compensée par la baisse du coût des entrants ainsi que par la hausse des volumes vendus (+ 4 %). L'augmentation du prix d'achat du minerai de manganèse n'est pas encore reflétée dans le coût consommé.

Tendances de marché et prix

La production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, s'établit à 971 Mt au premier semestre 2024, stable par rapport à la même période l'année dernière.

La Chine, qui représente plus de la moitié de la production d'acier mondiale, affiche une baisse limitée à 2 % grâce à une hausse des exports face à la crise du secteur de l'immobilier qui persiste. A l'inverse, l'Inde et la Turquie affichent une forte hausse de leurs productions sur le semestre, avec respectivement 7 % et 20 % de croissance. En Europe, la production est restée stable avec une demande toujours atone. Elle affiche une baisse de 2 % en Amérique du Nord avec un marché de la construction peu porteur.

La consommation de minerai de manganèse est stable sur le semestre, à 10,4 Mt. Comme attendu, la production est en net recul (- 11 %) et s'établit à 9,3 Mt. Suite au passage du Cyclone Megan en mars et à l'arrêt prolongé de l'activité d'un acteur majeur, la production australienne a chuté de 54 % par rapport au premier semestre 2023. La production gabonaise est restée stable, tandis que les volumes

exportés par l'Afrique du Sud ont augmenté de 9 % sur la période, tirés par la production de minerai à faible teneur compte tenu de l'environnement de prix favorable. Les pays producteurs marginaux, tels que la Côte d'Ivoire et le Ghana, affichent également une hausse de leur production stimulée par la hausse des prix.

Dans ce contexte, le bilan offre/demande affiche un déficit important au premier semestre 2024 et les stocks de minerai aux ports chinois, en baisse au deuxième trimestre, s'établissent à 5,0 Mt fin juin (vs. 5,8 Mt fin mars), équivalents à 9 semaines de consommation.

L'indice de prix du minerai de manganèse CIF Chine 44 % a atteint 5,4 \$/dmu en moyenne sur le semestre, en hausse de 3 % par rapport au premier semestre 2023 grâce à un fort rebond au deuxième trimestre (c.+50 % vs premier trimestre).

L'indice de prix (CRU) des alliages affinés en Europe (MC Ferromanganèse) est en baisse de 9 % par rapport au premier semestre 2023, tandis que l'indice de prix des alliages standards (Silico-manganèse) est en hausse de 6 %. Les indices affichent cependant une hausse par rapport au second semestre 2023 (+ 10 % et + 27 %, respectivement) supportés par les tensions sur l'offre compte tenu de la crise du transport maritime en Mer Rouge au premier trimestre, et de la hausse des prix du minerai de manganèse au deuxième trimestre.

Activités

Au Gabon, la mine de Moanda affiche une production de 3,5 Mt de minerai, en hausse de + 33 % par rapport à un premier semestre 2023 pénalisé par des incidents logistiques (glissement de terrain fin 2022, rupture d'un ouvrage d'art début avril 2023). Les volumes transportés augmentent dans une moindre mesure (+ 12 %) pour s'établir à 3,2 Mt sur la période, compte tenu d'une saisonnalité défavorable (saison des pluies au deuxième trimestre en particulier) et des travaux de maintenance de la voie entrepris sur le semestre afin de pouvoir pérenniser et augmenter la capacité de transport du Transgabonais dès le second semestre.

Les volumes de minerai vendus à l'externe affichent 2,9 Mt sur la période, en hausse de 21 %.

Le cash cost FOB⁽¹⁾ de l'activité minerai s'établit à 2,3 \$/dmu, en baisse de 15 % par rapport au premier semestre 2023, reflétant principalement la croissance des volumes transportés.

(1) Cash cost calculé hors coût du transport maritime et coûts marketing

Les coûts de transport maritime à la tonne sont en hausse de 9 % à 1,0 \$/dmtu par rapport au premier semestre 2023, en raison de l'augmentation des tarifs du fret.

La production d'alliages a atteint 324 kt au premier semestre 2024 (+ 4 % vs. premier semestre 2023) afin de bénéficier de conditions de marché plus favorables. Les ventes s'élèvent à 322 kt (+ 4 % également) avec un mix similaire par rapport au premier semestre 2023 en faveur des affinés (54 %).

La marge des alliages est restée stable sur le semestre par rapport au premier semestre 2023, malgré le recul des prix de vente pour les alliages affinés. Celui-ci a été compensé par la baisse du coût des entrants, notamment le coke métallurgique et le minerai de manganèse (dont l'augmentation du prix n'est pas encore reflétée dans les coûts des ventes, compte tenu d'un délai d'environ 4 mois entre la date d'achat et la date de consommation), ainsi que par la hausse des volumes vendus.

Perspectives

La production mondiale d'acier carbone devrait légèrement s'améliorer en 2024. L'Inde, où Eramet est commercialement bien implanté, devrait continuer à afficher une nette croissance de sa production grâce à une forte demande dans les secteurs des infrastructures et de l'automobile. La Turquie et les pays d'Asie du Sud-Est (ASEAN) devraient également augmenter leur production, alors que la Chine devrait afficher une légère baisse sur l'année.

La demande de minerai pourrait cependant s'inscrire en léger recul sur l'année, affectée par des stocks d'alliages de manganèse élevés. L'offre est quant à elle toujours attendue en retrait.

Compte tenu de l'arrêt des exports de minerai australien, le consensus de marché actuel anticipe une forte hausse (plus de 50 %) de l'indice de prix moyen du minerai de manganèse (CIF Chine 44 %) par rapport à 2023, qui devrait s'élever à environ 7,3 \$/dmtu pour 2024. Le prix spot affiche près de 9 \$/dmtu début juillet.

La demande pour les alliages devrait rester relativement stable tandis que l'offre pourrait repartir à la hausse. En Europe, la hausse de la production d'alliages, portée par la forte baisse des prix de l'électricité, devrait permettre de compenser la baisse de production ukrainienne. En Inde, l'ajout de nouvelles capacités devrait entraîner une forte hausse de la production.

En conséquence, les prix de ventes des alliages devraient augmenter pour refléter la hausse du prix du minerai mais les marges devraient rester sous pression.

Au Gabon, les volumes annuels de minerai transporté sont désormais estimés entre 7,0 Mt et 7,5 Mt, compte tenu du niveau de transport atteint au premier semestre. La production de minerai sera ajustée au transport afin de limiter les stocks sur mine. Le montant des investissements attendus sur l'année afin de pérenniser la croissance de la production et du transport de minerai au Gabon sont estimés à environ 150 millions d'euros.

La production d'alliages devrait atteindre environ 700 kt sur l'année, et pourra être ajustée en fonction des conditions de marché.

Nickel

L'EBITDA ajusté de l'activité Nickel s'élève à 52 millions d'euros (- 70 %) sur le premier semestre, en intégrant la contribution proportionnelle de PT Weda Bay Nickel (« PT WBN »).

Les volumes de minerai produits à Weda Bay se sont élevés à 21,1 Mth (pour 100 %) en hausse de 40 % par rapport au premier semestre 2023.

- La quote-part d'EBITDA de PT WBN (hors contrat d'off-take) s'établit à 145 millions d'euros sur le semestre, en recul de 41 % : cette variation reflète la forte baisse des prix du minerai ainsi que l'absence de permis de ventes externes de minerai basse teneur. La baisse des volumes a été en partie compensée par des gains de productivité ;
- L'EBITDA de la SLN⁽¹⁾ affiche une perte de - 92 millions d'euros, fortement impacté par la situation sociétale instable en Nouvelle-Calédonie qui n'a pas permis d'exploiter les mines sur une majeure partie du deuxième trimestre et a entraîné un fort ralentissement de la production de l'usine de Doniambo.

Tendances de marché et prix

La production mondiale d'acier inoxydable, principal débouché du nickel, est en hausse de 8 % à 29,9 Mt au premier semestre 2024.

La production en Chine, qui représente plus de 60 % de la production mondiale, affiche une hausse de 11 % par rapport au premier semestre 2023, portée par des exportations record au deuxième trimestre. Dans le reste du monde, la production a augmenté de 2 % avec une forte croissance en Indonésie (+ 25 %).

La demande mondiale de nickel primaire progresse de 7 % par rapport au premier semestre 2023, à 1,6 Mt, bénéficiant principalement d'une reprise de la demande dans l'acier inoxydable (+ 11 %), malgré une croissance limitée de la demande dans le secteur des batteries (+ 2 %).

En parallèle, la production mondiale de nickel primaire est en hausse de 5 % sur le semestre, en ligne avec la demande, à 1,6 Mt. Cette croissance est soutenue par l'offre de NPI⁽²⁾ en Indonésie (+ 18 %), mais aussi par la montée en puissance des nouveaux projets, notamment HPAL⁽³⁾ (+ 18 %), en Indonésie également. En revanche, la production de NPI en Chine ainsi que la production traditionnelle de ferronickel, moins compétitives, sont en net recul (respectivement - 13 % et - 6 %).

L'équilibre du marché du nickel (classes I et II⁽⁴⁾) demeure légèrement excédentaire au premier semestre 2024 (17 kt), nettement en deçà de la situation du premier semestre 2023 (56 kt). Les stocks visibles de nickel au LME et SHFE⁽⁵⁾ ont continué à augmenter pour atteindre 118 kt-Ni à fin juin.

Au S1 2024, la moyenne des cours au LME (cotation d'une partie du nickel de classe I) s'est établie à 17 506 \$/t, en forte baisse par rapport au premier semestre 2023 (- 28 %). Le T2 affiche néanmoins une hausse de 11 % par rapport au T1, tiré notamment par les annonces de réduction de production en provenance de Russie et de Nouvelle-Calédonie.

(1) Sociétés SLN et autres

(2) Nickel Pig Iron (« NPI »), fonte de nickel

(3) High Pressure Acid Leach : lixiviation par acide à haute pression

(4) Classe I : produit avec un contenu nickel supérieur ou égal à 99 % ; classe II : produit avec un contenu nickel inférieur à 99 %

(5) LME : London Metal Exchange ; SHFE : Shanghai Futures Exchange

La moyenne de l'indice pour le prix du NPI⁽¹⁾ tel que vendu à Weda Bay s'est établie à 11 858 \$/t, en net recul par rapport au premier semestre 2023 (- 23 %) et également en baisse par rapport au second semestre 2023 (- 10 %).

Le prix spot du ferronickel tel que produit par la SLN (nickel de classe II également) s'est situé au-dessus du prix du NPI, affichant une moindre baisse de 8 % par rapport au premier semestre 2023 et restant stable par rapport au second semestre 2023.

En Indonésie, l'indice officiel pour les prix domestiques du minerai de nickel haute teneur (« HPM Nickel ») s'établit à 38 \$/th⁽²⁾[vi] en moyenne sur le semestre, en chute de 34 % par rapport au premier semestre 2023. L'indice de prix a suivi la tendance du prix du nickel au LME, la formule de prix étant liée à l'indice londonien, avec un décalage d'environ un mois. Compte tenu du ralentissement dans la délivrance des autorisations par le gouvernement, mais également de conditions climatiques défavorables sur le semestre, l'offre domestique de minerai est actuellement sous tension en Indonésie, ce qui entraîne des primes sur le prix plancher défini par le gouvernement (HPM).

Le prix du minerai de nickel (1,8 % CIF Chine), tel qu'exporté par la SLN, s'établit en moyenne à 70 \$/th sur le semestre, en baisse de 24 % par rapport au premier semestre 2023.

Activités

En Indonésie, la mine de Weda Bay a produit 21,1 Mth de minerai (+ 40 % vs. premier semestre 2023), dont 16,7 Mth de saprolites (environ 12,3 Mth haute teneur et 4,4 Mth basse teneur) et 4,4 Mth de latérites. L'optimisation, d'une part du plan minier avec une amélioration de la teneur du minerai commercialisé, et d'autre part de la gestion des stocks, a permis de réaliser des gains de productivité significatifs.

La consommation interne de l'usine de NPI de PT WBN s'est élevée à 1,3 Mth et les ventes externes de minerai (aux autres usines présentes sur le site industriel) s'élèvent à 12,1 Mth dont 10,7 Mth de saprolites haute teneur et 1,3 Mth de latérites. Aucune vente de saprolites basse teneur n'a eu lieu au premier semestre (8,2 Mth au premier semestre 2023), compte tenu de la non-obtention des permis sur cette catégorie de minerai.

La production de l'usine a atteint 14,0 kt-Ni sur le premier semestre (base 100 %), en baisse de 11 %, en raison du ralentissement de production d'un four au premier trimestre et de sa maintenance programmée au deuxième trimestre 2024. Dans le cadre du contrat d'off-take (activité de négoce), le Groupe a vendu 5,8 Kt-Ni au premier semestre 2024, en baisse de 17 %.

La contribution de PT WBN au FCF du Groupe a été limitée à hauteur de 35 millions d'euros de dividendes, en lien avec le plus faible niveau des ventes externes de minerai sur la période.

En Nouvelle-Calédonie, la production minière s'est établie à 1,4 Mth au premier semestre 2024, en baisse de 51 % par rapport au premier semestre 2023, compte tenu de conditions d'exploitation extrêmement difficiles. La situation sociétale et en particulier les émeutes du mois de mai, ont conduit à l'arrêt de la production minière sur l'ensemble du

territoire pour des raisons de sécurité et à la suite d'importants dégâts, notamment sur les sites de Thio et Kouaoua à la SLN.

En conséquence, les exports de minerai de nickel ont été limités à 0,4 Mth sur le semestre (- 68 % vs. premier semestre 2023).

La production de ferronickel est également en baisse à 17,4 kt-Ni (- 14 % vs. premier semestre 2023), celle-ci ayant été réduite au niveau minimal permettant de maintenir l'activité de Doniambo compte tenu des difficultés d'acheminement du minerai et autres entrants jusqu'à l'usine. Les volumes vendus sont également en baisse à 17,4 kt-Ni (- 14 % vs. premier semestre 2023).

Le cash cost de la production de ferronickel s'est élevé à 9,1 \$/lb en moyenne sur le semestre (vs. 8,7 \$/lb au premier semestre 2023). La baisse des volumes de ferronickel et d'exportations de minerai ainsi qu'un effet prix défavorable ont été en grande partie compensés par un meilleur contrôle des coûts ainsi que par une baisse des prix de l'énergie.

Perspectives

La demande de nickel primaire devrait être en légère augmentation sur le deuxième semestre, tirée par la consommation pour l'acier inoxydable ainsi que par un regain de consommation pour les batteries.

L'offre de nickel primaire devrait progresser plus rapidement que la demande sur le deuxième semestre, en raison d'une moindre tension sur le marché du minerai indonésien ainsi que d'une croissance continue des nouveaux projets (MHP et matte) dans le pays. Compte tenu de la situation de l'offre minière en Indonésie, les prix de vente de minerai de PT WBN devraient continuer à bénéficier d'une prime par rapport à l'indice HPM.

La situation excédentaire du marché du nickel devrait se poursuivre en 2024, bien que dans une moindre mesure par rapport à 2023.

En Indonésie, compte tenu de la non-obtention du permis pour les ventes de saprolites basse teneur, l'objectif de ventes externes est revu entre 40 et 42 Mth⁴ de minerai de nickel pour l'année, dont environ deux tiers de saprolites haute teneur (à destination des usines de NPI) et un tiers de latérite basse teneur (à destination des usines HPAL), avec une teneur moyenne légèrement inférieure à celle de 2023.

La signature en juillet de l'AMDAL⁽³⁾ par le gouvernement indonésien devrait permettre l'obtention du permis de vente de saprolites à haute teneur et de limonites pour les trois ans à venir, y compris 2024.

En Nouvelle-Calédonie, la SLN continue à faire face à des défis majeurs, exacerbés par les événements en cours depuis le mois de mai et sa situation financière est aujourd'hui extrêmement critique. L'activité de la majorité des sites miniers qu'elle exploite est suspendue depuis mi-avril et l'usine de Doniambo tourne à puissance minimale technique, dans des conditions très difficiles, afin de préserver l'intégrité des installations industrielles conformément aux procédures en vigueur.

(1) Indice SMM NPI 8-12 %

(2) Pour un minerai à 1,8 % de contenu nickel et 35 % de taux d'humidité. Les prix indonésiens sont définis en fonction des conditions du marché domestique, mais avec un prix plancher mensuel basé sur le LME, conformément à une réglementation gouvernementale publiée en avril 2020

(3) AMDAL : « Analisis Mengenai Dampak Lingkungan » (Analyse des Impacts Environnementaux)

Suite à l'accord signé en avril avec Eramet, l'Etat français a souscrit en juillet à de nouvelles obligations subordonnées à durée indéterminée à taux fixe, « TSDI », émis par la SLN, pour un montant de 80 millions d'euros, et sans impact sur la dette nette du Groupe. Ce soutien financier devrait permettre à l'entité calédonienne de poursuivre son activité dans les prochains mois.

Eramet réitère sa décision de ne pas apporter de nouveau financement à la SLN, tout en poursuivant son soutien opérationnel.

Sables Minéralisés

L'EBITDA de l'activité Sables Minéralisés s'élève à 50 millions d'euros au premier semestre 2024, en hausse de 25 % par rapport au premier semestre 2023 (à périmètre comparable, hors ETI) reflétant la hausse des volumes de vente, principalement liée à une meilleure teneur de la zone exploitée, dans un contexte de baisse des prix.

Tendances de marché et prix

La demande mondiale de zircon a montré des signes de stabilisation au deuxième trimestre 2024, bien que toujours inférieure aux niveaux de 2023, et tirée par la constitution de stocks chez les producteurs de céramique sur le semestre. Le marché européen reste fragile, dans un marché de la construction peu porteur. La production de zircon a continué de reculer légèrement, les producteurs ajustant leurs volumes face à la demande atone. Le marché reste en léger excédent, avec des stocks globaux qui n'ont pas significativement diminué.

Au premier semestre 2024, le prix du zircon s'établit à 1 915 \$/t FOB, en baisse de 9 % par rapport au premier semestre 2023.

La demande mondiale de pigments $TiO_2^{(1)}$, principal débouché de produits titanifères⁽²⁾ a bénéficié au premier semestre de l'anticipation des tarifs douaniers de l'Union Européenne sur les imports de pigments chinois, menant à une forte demande de produits chinois en dépit de fondamentaux faibles. En conséquence, la production en Chine a continué d'augmenter, tirée par les exports vers l'Union Européenne.

Le prix de l'ilménite produite par Grande Côte Operations (GCO) s'établit à 300 \$/t FOB au premier semestre 2024, en baisse de 8 % par rapport au premier semestre 2023.

Activités

Au Sénégal, la production de sables minéralisés à GCO est en hausse de 33 %, à 407 kt, par rapport à une base de comparaison favorable compte tenu du passage de la drague de GCO par une zone complexe et à faible teneur au premier semestre 2023. Cette progression reflète ainsi la forte hausse de la teneur moyenne de la zone exploitée sur la période, mais également la meilleure disponibilité des équipements sur le semestre.

Les volumes produits d'ilménite s'établissent à 254 kt, en hausse de 23 %, en ligne avec l'évolution de la production de sables minéralisés. Les ventes externes d'ilménite ont atteint 241 kt, y compris les volumes liés au contrat d'approvisionnement long-terme signé avec ETI⁽³⁾, désormais considérée comme un client externe. A périmètre comparable (y compris les ventes à ETI), les ventes d'ilménite progressent de 24 % par rapport au premier semestre 2023.

Les volumes produits de zircon ont augmenté de 33 % à 32 kt par rapport au premier semestre 2023, avec des volumes de vente en hausse de 26 % à 29 kt.

Perspectives

La demande de zircon pourrait afficher une légère hausse en 2024, portée par l'effet de restockage au premier semestre. Le marché devrait cependant rester en surplus du fait de l'arrivée de nouvelles capacités de production en Australie, maintenant ainsi une pression sur les prix au second semestre.

La demande d'ilménite devrait être résiliente sur l'année, compte tenu d'un niveau de stocks bas début 2024 chez les producteurs de pigment TiO_2 . En Chine, la demande devrait s'établir en hausse, malgré la forte incertitude quant à l'évolution de la production de pigment suite à l'annonce de mesures provisoires d'*antidumping* de l'Union Européenne, partiellement compensée par l'essor de la production de titane métal. Le marché de l'ilménite devrait cependant être à l'équilibre compte tenu de l'ajout de capacités en Chine, conduisant à un niveau de prix plus faible en moyenne sur l'année.

Au Sénégal, la production de sables minéralisés en 2024 reste attendue en hausse à plus de 800 kt-HMC.

BU Lithium

Le 3 juillet, Eramet a inauguré sa 1^{ère} usine d'extraction directe de lithium à Centenario en Argentine, devenant ainsi la première entreprise européenne à produire du carbonate de lithium de qualité batterie à l'échelle industrielle.

Tendances de marché et prix

Les prix du carbonate de lithium (qualité batterie, CIF Asie) sont en baisse de 73 % sur le premier semestre par rapport au premier semestre 2023, s'établissant à 13 908 \$/t-LCE en moyenne (- 48 % par rapport au second semestre 2023). Ce recul s'explique par les inventaires importants sur le marché ainsi que par des ventes de véhicules électriques moins dynamiques qu'anticipé en Europe et aux États-Unis. En revanche, l'offre a continué de progresser avec le lancement d'expansions de projets existants et le démarrage de nouveaux projets ; le marché se trouve ainsi en situation de surplus.

Activités

Le début de la production est prévu pour novembre 2024 avec une fin de montée en puissance prévue pour le milieu de l'année 2025. À pleine capacité, la 1^{ère} usine de Centenario produira 24 000 t/an (sur une base de 100 %) de carbonate de lithium (« LCE ») de qualité batterie, soit l'équivalent des besoins de 600 000 véhicules électriques/an.

Le montant total de l'investissement pour la 1^{ère} usine de Centenario devrait s'élever à environ 870 millions de dollars, dont 515 millions de dollars financés par Tsingshan. À pleine capacité, le *cash cost* (estimé entre 4 500 et 5 000 \$/t-LCE) devrait se situer dans le premier quartile de la courbe de coûts de l'industrie, et l'EBITDA annuel est estimé entre 210 et 315 millions de dollars, sur la base d'une hypothèse de prix long terme comprise entre 15 000 et 20 000 \$/t-LCE.

(1) Environ 90 % des débouchés des produits titanifères

(2) Laitier de titane, ilménite, leucosène et rutile

(3) Contrat signé dans le cadre de la cession de la filiale norvégienne à INEOS fin septembre 2023

En novembre 2023, le conseil d'administration d'Eramet a approuvé sous conditions la décision d'investissement pour une 2^{ème} usine de production de lithium à Centenario, représentant 30 000 t-LCE supplémentaires par an (sur une base de 100 %). Cette approbation reste soumise à l'obtention des permis de construire ainsi qu'à la mise en œuvre du nouveau régime fiscal d'investissement pour les grands projets⁽¹⁾ en Argentine, ce régime pouvant améliorer les conditions économiques et de financement de la 2^{ème} usine de Centenario.

Le montant des capex de croissance financés par Eramet s'est élevé à 70 millions d'euros au premier semestre dont 60 millions d'euros pour la 1^{ère} usine.

Perspectives

La croissance de la demande devrait atteindre environ 25 % en 2024, avec une saisonnalité plus favorable sur le second semestre. Elle reste néanmoins plus faible qu'attendue en raison de stocks importants dans la chaîne d'approvisionnement des batteries. D'autre part, celle-ci devrait être impactée par un ralentissement de l'adoption des véhicules électriques chez les constructeurs nord-américains et européens.

En parallèle, la croissance de l'offre de lithium devrait être supérieure à celle de la demande, portée par des expansions et de nouvelles mines entrant en production cette année.

Le consensus de marché (carbonate de lithium qualité batterie, CIF Asie) se positionne actuellement à environ 14 400 \$/t-LCE en moyenne en 2024.

Avec un début de production prévu pour novembre 2024, les volumes produits de carbonate de lithium (qualité batterie) devraient être d'environ 1 kt-LCE (à 100%) au second semestre 2024.

Les investissements de croissance visant à développer le projet Lithium en Argentine et financés par Eramet sont revus à la baisse à environ 150 sur l'année, dont environ 130 millions d'euros pour la 1^{ère} usine et 20 millions d'euros pour la 2^{ème} usine, compte tenu du décalage de la construction de la 2^{ème} usine sur 2025, avec un report des capex correspondants.

2.3.1.2 Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe s'établit à - 41 millions d'euros au premier semestre 2024, en baisse de 140 millions d'euros par rapport au bénéfice de 98 millions d'euros pour la même période en 2023, principalement du fait de l'impact négatif des facteurs externes, compte tenu notamment d'un effet prix défavorable (Nickel et manganèse), partiellement compensé par la baisse des coûts des entrants, et malgré une performance intrinsèque positive, principalement liée à la hausse des volumes de ventes de minerai de manganèse, conjuguée à des actions de réduction des coûts fixes et les gains de productivité.

Il inclut les éléments suivants :

- le résultat financier, à -86 millions d'euros au premier semestre 2024, en baisse par rapport à la même période en 2023 (- 63 millions d'euros) ;

Projets stratégiques pour accompagner la transition énergétique

Raffinage de nickel (de classe 1) et de cobalt en Indonésie

Après une évaluation approfondie, Eramet et BASF ont décidé en juin de ne pas investir dans leur projet commun de développement et de construction d'une usine de raffinage de nickel et de cobalt à Weda Bay en Indonésie. Dans le cadre de sa feuille de route stratégique, Eramet continue cependant à étudier des opportunités en vue de participer à la chaîne de valeur des batteries au nickel pour véhicules électriques en Indonésie.

Recyclage de batteries

En partenariat avec Suez, le Groupe poursuit les études de faisabilité (économiques et techniques) relatives au projet de recyclage de batteries en France. Eramet continue d'évaluer l'intérêt et le moment opportun pour lancer ce projet de recyclage de batteries, compte tenu d'évolutions majeures dans la chaîne de valeur des batteries de véhicules électriques en Europe au cours des derniers mois.

Opportunités de croissance dans le lithium au Chili

Suite à l'acquisition fin 2023 de concessions couvrant un ensemble de salars de lithium dans la région d'Atacama, le Groupe s'emploie à développer de futurs partenariats avec les sociétés d'Etat détenant les droits d'exploration et d'exploitation du lithium. Au cours du semestre, Eramet a par ailleurs signé deux accords de prise d'intérêt pour mener des activités d'exploration au Chili.

- les impôts sur les résultats qui ressortent à - 61 millions d'euros au premier semestre 2024, comparé à -15 millions d'euros pour la même période en 2023, en raison de la hausse des impôts courants pour les sociétés bénéficiaires (Comilog). En 2023, une reprise exceptionnelle d'impôts différés avait baissé la charge de l'impôt ;
- les intérêts minoritaires, à - 53 millions d'euros au premier semestre 2024, comparé à - 32 millions d'euros au premier semestre 2023, traduisant essentiellement la dégradation des résultats de la Société Le Nickel-SLN (44 % de minoritaires) et la baisse des profits de Comilog (36 % de minoritaires).

(1) *Regimen de Incentivo Para Grandes Inversiones, "RIGI" (Régime d'incitation pour les grands investissements)*

2.3.2 Tableau de variation de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(194)	48	241
Investissements industriels	(289)	(291)	(706)
Autres flux d'investissement	(38)	123	222
Dividendes et autres flux de financement (1)	418	(94)	124
Incidence des variations de cours des devises	8	(16)	(8)
Acquisition de droits d'utilisation IFRS 16	(1)	(6)	(10)
(Augmentation)/Diminution de l'endettement financier net avant prise en compte des flux avec les activités cédées/en cours de cession	(97)	(237)	(137)
Flux réalisés avec les activités cédées/en cours de cession	-	(133)	(133)
(AUGMENTATION)/DIMINUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(97)	(370)	(270)
Endettement financier net des activités détenues en vue de la vente avant prise en compte des flux avec les activités poursuivies	-	(101)	(102)
Flux réalisés avec les activités poursuivies	-	133	133
(Augmentation)/Diminution de l'endettement financier net des activités cédées ou en cours de cession	-	31	31
(Endettement financier net) d'ouverture des activités poursuivies	(614)	(344)	(344)
(Endettement financier net) de clôture des activités continuées	(711)	(712)	(614)
(Endettement financier net) de clôture des activités en cours de cession	-	-	-

(1) dont 406 millions d'euros de l'impact du TSDI (SLN) en 2024

L'endettement financier net au 30 juin 2024 s'élève à 711 millions d'euros contre 614 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'élève à -194 millions d'euros sur le premier semestre 2024, en baisse de -242 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023, du fait de la baisse des prix des matières, du fort impact négatif de la SLN, et de la variation du besoin en fonds de roulement.

Les investissements industriels s'élèvent à 289 millions d'euros sur le premier semestre 2024 contre 291 millions d'euros sur le premier semestre 2023.

Le *gearing* selon les covenants bancaires, correspondant au rapport entre l'endettement financier net selon les covenants bancaires et les capitaux propres du Groupe s'établit à 29 % au 30 juin 2024 contre 31 % au 31 décembre 2023. L'endettement financier net selon les covenants bancaires correspond à l'endettement financier net diminué de la dette IFRS 16 « location simple » et jusqu'en 2023, de la dette de la SLN envers l'État français.

2.3.3 Capitaux propres part du groupe

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 1 593 millions d'euros à fin juin 2024 contre 1 600 millions d'euros à fin décembre 2023.

Cette légère baisse s'explique notamment par la variation des écarts de conversion et la distribution de dividendes intervenue au premier semestre.

2.3.4 Roce

Le ROCE du Groupe au 30 juin 2024 s'établit à 4 %, identique à celui du 31 décembre 2023.

Le ROCE correspond au rapport entre le ROC sur 12 mois glissants et les capitaux employés du Groupe de l'année N-1. Les capitaux employés correspondent à la somme des

capitaux propres du Groupe, de l'endettement financier net, des provisions pour remises en état des sites, des provisions pour restructurations et risque sociaux, diminué des immobilisations financières, hors capitaux employés Weda Bay Nickel.

2.4 Gestion des risques

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour maîtriser son exposition aux risques. La gestion des principaux risques est effectuée, après délégation du Comité Exécutif, de façon centralisée au niveau de la Direction Financière d'Eramet. Cette gestion est effectuée directement au niveau d'Eramet ou au travers de sociétés *ad hoc* comme Metal Currencies créée spécifiquement pour gérer les risques de change du Groupe. Depuis 2024, le Groupe ne couvre plus le risque de change transactionnel (ventes et coûts) sur le couple EUR USD mais continue à couvrir le risque de change sur le couple EUR NOK.

Enfin, en 2023 le groupe a initié une politique de couverture du risque de taux sur sa dette via des produits dérivés simples de type swap et cap.

La présentation de ces risques et leur appréhension par le Groupe sont détaillées dans le Document d'enregistrement universel 2023 au niveau de la note 9 « Instruments financiers et gestion des risques » de l'annexe aux comptes consolidés et du chapitre 4 « Facteurs de risques et environnement de contrôle ».

Les excédents de trésorerie des filiales sont centralisés au niveau du Groupe à travers une filiale détenue à 100 % (Metal Securities). Au premier semestre 2024, le rendement est de ESTR capitalisé flat, soit environ 3,8 %. La trésorerie est gérée en 2024, comme les années précédentes, de façon prudente.

Le Groupe n'a pas identifié d'autres facteurs de risques au cours du premier semestre 2024, comme pour le deuxième semestre à venir.

2.5 États financiers de la société Eramet S.A

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Chiffre d'affaires	1 412	1 514	1 193
Résultat d'exploitation	(66)	(75)	(78)
Résultat financier	(1)	734	135
Résultat exceptionnel	-	(525)	(1)
Résultat net	(71)	134	143

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2024 s'élève à 1 412 millions d'euros, en baisse de 102 millions d'euros (soit 6,8 %) par rapport au premier semestre 2023. Cette diminution s'explique principalement par le recul des ventes de nickel de la SLN compensée en grande partie par la croissance des ventes de manganèse et de sables minéralisés.

Le résultat d'exploitation s'établit à - 66 millions d'euros au premier semestre 2024 contre - 75 millions d'euros au premier semestre 2023.

Le résultat financier du premier semestre 2024 s'établit à - 1 million d'euros. Il est essentiellement constitué des dividendes perçus pour un montant de 58 millions d'euros et des charges d'intérêts sur la dette financière pour un montant de 54 millions d'euros.

Le résultat net ressort à - 71 millions d'euros au premier semestre 2024 contre 134 millions d'euros au premier semestre 2023.

2.6 Perspectives

La conjoncture économique reste atone en ce début de second semestre.

En Chine, la croissance de 4,7 % au deuxième trimestre, inférieure aux prévisions, montre que l'objectif de 5 % de croissance pour l'année 2024 sera plus difficile à atteindre que prévu.

Les prix du fret devraient se stabiliser légèrement au-dessus du premier semestre à des niveaux plus élevés qu'en 2023, sous réserve de l'évolution de la situation en Mer Rouge. Les prix des réducteurs devraient s'inscrire en hausse sur le second semestre 2024 par rapport au premier semestre, bien qu'à des niveaux inférieurs à 2023.

Les fourchettes d'objectifs de croissance de volumes sur l'année, qui intègrent la saisonnalité plus favorable du second semestre, sont les suivants :

- Entre 7,0 et 7,5 Mt de minerai de manganèse transporté au Gabon,
- Entre 40 et 42 Mth de minerai de nickel commercialisé à Weda Bay, dont deux tiers de saprolites haute teneur et un tiers de latérites,
- Environ 1 kt-LCE de carbonate de lithium produit à Centenario.

Les consensus de prix moyen⁽¹⁾ et de taux de change⁽²⁾ pour 2024 s'élèvent actuellement à :

- 7,3 \$/dmtu pour le minerai de manganèse (CIF Chine 44%), dans un environnement de prix favorable au second semestre,

- 17 100 \$/t pour le nickel au LME,
- 14 400 \$/t-LCE pour le carbonate de lithium (qualité batterie, CIF Asie),
- 1,08 pour le taux de change €/€.

Les prix de vente facturés des alliages de manganèse devraient être en moyenne supérieurs à 2023 sur l'année afin de refléter la hausse du prix du minerai mais les marges devraient rester sous pression.

Les prix du ferronickel devraient être légèrement supérieurs à l'indice SMM NPI 8-12%. Les prix domestiques du minerai de nickel vendu en Indonésie, indexés sur le LME, évoluent en fonction de celui-ci et devraient continuer de bénéficier de primes sur l'index HPM au second semestre.

Le montant des investissements financés par le Groupe en 2024 est revu à la baisse entre 550 millions d'euros et 600 millions d'euros dont :

- Capex courants : environ 200 millions d'euros (vs près de 250 millions d'euros), compte tenu notamment d'une baisse des capex de la SLN
- Capex de croissance : entre 350 et 400 millions d'euros, visant notamment à pérenniser la croissance de la production et du transport de minerai au Gabon (environ 150 millions d'euros), ainsi qu'à développer le projet Lithium en Argentine (environ 150 millions d'euros, en baisse de 100 millions d'euros, compte enu du décalage de la construction de la 2^{ème} usine sur 2025).

(1) Analyse Eramet sur la base d'un panel des principaux analystes sell-side et marché

(2) Consensus des prévisions Bloomberg au 15/07/2024 pour l'année 2024



3

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2024

3.1	Compte de résultat	20
3.2	État du résultat global	21
3.3	Tableau des flux de trésorerie	22
3.4	Bilan	23
3.5	Variation des capitaux propres	24
3.6	Notes annexes	25

3.1 Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Chiffre d'affaires	3	1 452	1 604	3 251
Autres revenus		39	26	89
Matières premières et achats consommés		(534)	(595)	(1 101)
Charges externes		(542)	(605)	(1 255)
Coût du personnel		(303)	(310)	(602)
Impôt et taxes		(8)	(9)	(18)
Dotation aux amortissements d'exploitation		(120)	(114)	(240)
Variation nette des provisions et dépréciations d'exploitation		(7)	(7)	3
Résultat opérationnel courant	3	(23)	(10)	127
Autres éléments du résultat opérationnel	4	(22)	(34)	(320)
Résultat opérationnel		(45)	(44)	(193)
Coût de l'endettement net		(68)	(60)	(85)
Autres charges et produits financiers		(18)	(3)	83
Résultat financier		(86)	(63)	(2)
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées		98	174	295
Impôts sur les résultats		(61)	(15)	(88)
Résultat net des activités poursuivies		(94)	52	12
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession ⁽¹⁾		-	14	6
Résultat net de la période		(94)	66	18
Part des participations ne donnant pas le contrôle	4	(53)	(32)	(91)
• dont part des participations ne donnant pas le contrôle des activités poursuivies		(53)	(32)	(91)
• dont part des participations ne donnant pas le contrôle des activités en cours de cession		-	(0)	-
PART DES PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		(41)	98	109
• dont part des propriétaires de la société mère des activités poursuivies		(41)	84	103
• dont part des propriétaires de la société mère des activités en cours de cession		-	14	6
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)		(1,44)	2,96	3,59
Résultat de base par action des activités en cours de cession (en euros)		-	0,48	0,20
Résultat de base par action (en euros)		(1,44)	3,44	3,80
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)		(1,44)	2,93	3,54
Résultat dilué par action des activités en cours de cession (en euros)		-	0,47	0,19
Résultat dilué par action (en euros) ⁽²⁾		(1,44)	3,40	3,75

(1) En application de la norme IFRS 5 – "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", les UGT Erasteel et Aubert & Duval sont présentées en 2023 comme des activités cédées, Aubert & Duval ayant été cédé en avril 2023 et Erasteel en juin 2023.

(2) Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est réputé égal à ce dernier, les instruments étant alors considérés comme anti-dilutifs.

3.2 État du résultat global

(en millions d'euros)	1er semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Résultat net de la période	(94)	66	18
Écarts de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère	153	(242)	(374)
Variation de la réserve de la juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur par capitaux propres	-	-	-
Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couverture	(8)	(29)	(41)
Impôts sur les résultats	-	-	8
Éléments recyclables au compte de résultat	145	(272)	(406)
Réévaluation des engagements nets sur les régimes à prestations définies ⁽¹⁾	-	4	2
Impôts sur les résultats	-	-	-
Éléments non recyclables au compte de résultat	-	4	2
Autres éléments du résultat global	145	(268)	(404)
• Part des participations ne donnant pas le contrôle	70	(74)	(180)
• Part des propriétaires de la société mère	75	(193)	(223)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL	51	(202)	(386)
• Part des participations ne donnant pas le contrôle	17	(107)	(272)
• Part des propriétaires de la société mère	34	(95)	(114)

(1) pas d'évolution des taux entre le 31 décembre 2023 et le 30 juin 2024

3.3 Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de la période		(94)	66	18
Réintégration du résultat net des activités en cours de cession		-	(14)	(6)
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie		46	(30)	156
Marge brute d'autofinancement		(48)	22	168
Variation nette du besoin en fonds de roulement (BFR)	6	(146)	26	73
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles poursuivies ⁽¹⁾		(194)	48	241
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles cédées ou en cours de cession ⁽²⁾		-	(69)	(69)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles ⁽¹⁾		(194)	(21)	172
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations ⁽²⁾	7	(305)	(356)	(920)
Variation nette des autres actifs financiers non courants		(44)	(33)	(114)
Cession d'immobilisations		0	4	6
Variation nette des actifs financiers courants	5	66	2	8
Augmentation de capital des co-entreprises		(0)	-	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		35	152	267
Incidence des variations de périmètre		(13)	35	229
Flux de trésorerie nets d'investissement liés aux activités poursuivies		(260)	(196)	(524)
Flux de trésorerie nets d'investissement liés aux activités cédées ou en cours de cession ⁽³⁾		-	(33)	(33)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement		(260)	(229)	(557)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentation de capital souscrite par des minoritaires ⁽⁵⁾		167	93	321
Dividendes versés aux minoritaires		(30)	(87)	(87)
Païement des dividendes		(43)	(100)	(100)
Rachat d'actions propres		(1)	-	(10)
Émission de nouveaux emprunts	5	726	1 059	1 419
Remboursements d'emprunts	5	(281)	(793)	(1 118)
Remboursement des dettes sur obligations locatives ⁽²⁾	5	(9)	(10)	(17)
Variation des découverts bancaires		(3)	(135)	(69)
Autres variations		(38)	(30)	(36)
Flux de trésorerie nets de financement liés aux activités poursuivies		488	(3)	303
Flux de trésorerie nets de financement liés aux activités cédées ou en cours de cession ⁽³⁾		-	(34)	(34)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement		488	(37)	269
Incidence des variations de cours des devises des activités poursuivies		13	(27)	45
Incidence des variations de cours des devises des activités cédées ou en cours de cession ⁽³⁾		-	-	-
Flux de trésorerie net des activités poursuivies réalisés avec les activités cédées ou en cours de cession ⁽⁴⁾		-	(104)	(104)
Flux de trésorerie net des activités cédées ou en cours de cession réalisés avec les activités poursuivies ⁽⁴⁾		-	104	104
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		46	(282)	(39)
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités cédées ou en cours de cession		-	(32)	(33)
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		46	(314)	(71)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 084	1 123	1 123
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		1 130	843	1 084
Trésorerie et équivalents de trésorerie des actifs détenus en vue de la vente ⁽⁵⁾		-	-	-
<i>(1) Dont, inclus dans les activités opérationnelles :</i>				
Produits d'intérêts reçus		32	14	41
Charges d'intérêts payées (y compris charge IFRS 16)		(94)	(65)	(144)
Impôts payés		(69)	(136)	(172)

(2) Les biens en crédit-bail sont traités comme des achats en substances et donc comme des acquisitions d'immobilisations à la différence des autres contrats de location.

(3) En application de la norme IFRS 5 – "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", les UGT Erasteel et Aubert & Duval sont présentées en 2023 comme des activités cédées, Aubert & Duval ayant été cédé en avril 2023 et Erasteel en juin 2023.

(4) En 2023, les montants se rattachent essentiellement à des flux de financement des activités cédées par les activités poursuivies

(5) dont 80 millions d'euros de l'impact du TSDI (SLN) en 2024

3.4 Bilan

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles et goodwill	7	444	434
Immobilisations corporelles	7	2 545	2 236
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	7	67	70
Participations dans les co-entreprises et entreprises associées	7	386	315
Autres actifs financiers non courants		212	177
Impôts différés actifs		67	64
Autres actifs non courants		5	8
Actifs non courants		3 726	3 304
Stocks	6	616	619
Clients	6	270	221
Autres actifs courants		569	480
Créances d'impôt exigible		11	10
Instruments financiers dérivés actifs		13	35
Actifs financiers courants	5	463	522
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	1 130	1 084
Actifs courants		3 072	2 972
TOTAL ACTIF		6 798	6 276

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2024	31/12/2023
Capital		88	88
Primes		466	466
Réserve de rééval. des actifs financiers évalués en juste valeur par capitaux propres		7	7
Réserve de réévaluation des instruments de couverture		2	10
Réserve de réévaluation des engagements sur les régimes à prestations définies		(82)	(82)
Écarts de conversion		(403)	(486)
Autres réserves		1 515	1 597
Part des propriétaires de la société mère		1 593	1 600
Part des participations ne donnant pas le contrôle	4	865	394
Capitaux propres		2 458	1 994
Engagements liés au personnel		102	99
Provisions – part à plus d'un an	9	581	579
Impôts différés passifs		250	246
Emprunts – part à plus d'un an	5	1 863	1 541
Obligations locatives à plus d'un an	5	62	65
Autres passifs non courants		3	-
Passifs non courants		2 861	2 530
Provisions – part à moins d'un an	9	114	132
Emprunts – part à moins d'un an	5	360	603
Obligations locatives à moins d'un an	5	19	18
Fournisseurs	6	320	445
Autres passifs courants		579	456
Dettes d'impôt exigible		76	88
Instruments financiers dérivés passifs		11	10
Passifs courants		1 479	1 752
TOTAL PASSIF		6 798	6 276

3.5 Variation des capitaux propres

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserve de rééval. des actifs financiers évalués en juste valeur par capitaux propres	Réserve de rééval. des instruments de couverture	Réserve de rééval. des engagements sur les régimes à prestations définies	Écarts de conversion	Autres réserves	Part des propriétaires de la société mère	Part des participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2023	28 755 047	88	466	7	42	(84)	(292)	1 554	1 781	464	2 245
Résultat net du premier semestre 2023								98	98	(32)	66
Autres éléments du résultat global				-	(29)	4	(168)	-	(193)	(74)	(268)
Résultat global total	-	-	-	-	(29)	4	(168)	98	(95)	(107)	(202)
Distribution de dividendes								(100)	(100)	(87)	(187)
Paiements en actions								5	5	-	5
Rachat d'actions propres								-	-	-	-
Opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle								12	12	82	94
Autres mouvements								103	103	77	179
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	19	19	72	91
Capitaux propres au 30 juin 2023	28 755 047	88	466	7	13	(80)	(460)	1 672	1 705	429	2 134
Résultat net du second semestre 2023								11	11	(59)	(48)
Autres éléments du résultat global					(3)	(2)	(25)	-	(30)	(106)	(135)
Résultat global total	-	-	-	-	(3)	(2)	(25)	11	(19)	(164)	(183)
Paiements en actions								6	6	-	6
Rachat d'actions propres								(10)	(10)	-	(10)
Opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle								21	21	206	227
Autres mouvements								(103)	(103)	(77)	(179)
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	(85)	(85)	129	44
Capitaux propres au 31 décembre 2023	28 755 047	88	466	7	10	(82)	(486)	1 597	1 600	394	1 994
Résultat net du premier semestre 2024								(41)	(41)	(53)	(94)
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾					(8)	-	83	-	75	70	145
Résultat global total	-	-	-	-	(8)	-	83	(41)	34	17	51
Distribution de dividendes								(43)	(43)	(39)	(82)
Paiements en actions								5	5	-	5
Rachat d'actions propres								(1)	(1)	-	(1)
Opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾								-	-	87	87
Autres mouvements ⁽¹⁾								(1)	(1)	406	405
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	(41)	(41)	453	413
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2024	28 755 047	88	466	7	2	(82)	(403)	1 515	1 593	865	2 458

(1) En 2024, les autres mouvements des Participations ne donnant pas le contrôle comprennent l'impact des TSDI de la SLN pour 406 millions d'euros

(2) Les Opérations avec les Participations ne donnant pas le contrôle comprennent l'impact des augmentations de capital réalisées par le partenaire Tsingshan chez Eramine

(3) Les écarts de conversion comprennent un impact de 120 millions d'euros (60 millions pour la part groupe, 60 millions pour la part des participations de donnant pas le contrôle) résultant du changement de devise fonctionnelle en Argentine (USD à la place de l'ARS)

3.6 Notes annexes

Sommaire

NOTE 1	Faits marquants du premier semestre 2024	26	NOTE 7	Investissements	36
NOTE 2	Note Climat	28	NOTE 8	Impôts	38
NOTE 3	Performance opérationnelle des Divisions/ BU et du Groupe – Information sectorielle	29	NOTE 9	Provisions	39
NOTE 4	Autres éléments du résultat opérationnel et intérêts minoritaires	34	NOTE 10	Engagements hors bilan, autres engagements, passifs éventuels et autres informations	40
NOTE 5	Endettement financier net et capitaux propres	35	NOTE 11	Événements postérieurs à la clôture	42
NOTE 6	Besoin en fonds de roulement	36	NOTE 12	Base de préparation des comptes semestriels consolidés condensés	42

Eramet est une société anonyme de droit français, à Conseil d'administration, régie par les dispositions des articles L. 225-17 et R. 225-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les dispositions de ses statuts. Conformément à la loi, le contrôle légal des comptes de la Société est assuré par deux Commissaires aux comptes titulaires, et deux Commissaires aux comptes suppléants.

Le groupe Eramet est présent au travers de ses filiales et participations sur les marchés d'extraction minière et de production autour du nickel, du manganèse et des sables minéralisés et sur les marchés de production d'alliages de manganèse et de nickel sur lesquels il occupe des positions leader.

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Eramet du premier semestre 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'administration d'Eramet en date du 25 juillet 2024.

NOTE 1 **Faits marquants du premier semestre 2024**

Poursuite des difficultés opérationnelles et financières au niveau de la SLN en Nouvelle-Calédonie dans une situation sociétale très instable

En Nouvelle Calédonie, la SLN continue à faire face à des défis majeurs, exacerbé par les événements de mai et sa situation financière est aujourd'hui extrêmement critique. L'activité de la majorité des sites miniers qu'elle exploite est suspendue depuis et l'usine de Doniambo tourne à puissance minimale technique, dans des conditions très difficiles.

Les ventes de minerai de nickel à faible teneur se sont établies à 1.403 Mth, en recul de 51% par rapport au premier semestre 2023 (2.887 Mth). La production et les ventes de ferronickel sont également en recul par rapport au premier semestre 2023 et se situe à 17.4 ktNi. Les prix du minerai export et du ferronickel facturés sont en baisse de 28 %. L'EBITDA de la SLN est fortement négatif à fin juin 2024 à hauteur de -98 millions d'euros. En conséquence, la SLN a généré un *free cash flow* négatif de -130 millions d'euros sur le semestre.

Devant la situation de trésorerie critique depuis la clôture de l'exercice 2023 l'État français a mis en place au cours du semestre des financements complémentaires à hauteur de 140 millions d'euros, Eramet ayant réitéré sa décision de ne pas apporter de nouveau financement à SLN tout en poursuivant son soutien opérationnel.

Suite à l'accord signé avec Eramet, l'Etat français et Eramet ont souscrit en avril 2024 des obligations subordonnées à durée indéterminée à taux fixe, « TSDI », émis par la SLN,

pour un montant total de 738 millions d'euro (406 millions d'euros pour l'Etat et 332 millions d'euros pour Eramet).

En juillet 2024 un complément d'émission "TSDI" a été souscrit par l'Etat à hauteur de 80 millions d'euros portant le montant total de l'Etat à 486 millions d'euros (intérêts inclus). La part d'Eramet reste inchangée.

Ce soutien financier devrait permettre à l'entité calédonienne de poursuivre son activité dans les prochains mois.

Les garanties accordées temporairement par Eramet, pour le compte de sa filiale et dans le cadre de l'exploitation de l'usine de Donianbo ont été prolongées jusqu'en avril 2025 pour un montant de 53 millions d'euros. Les garanties concernant les sites miniers ont été mises en place jusqu'à la fin des permis d'exploitation directement par la SLN à hauteur de 36 millions d'euros.

Comptabilisation des TSDI

Les obligations subordonnées à durée indéterminée à taux fixe, « TSDI » émis par SLN et souscrites par l'ETAT français constituent un instrument assimilé à des capitaux propres et ont été comptabilisées sur la ligne intérêts minoritaires dans les comptes consolidés du Groupe à hauteur de 406 millions d'euros au 30 juin 2024.

Lithium en Argentine

Le 3 juillet, Eramet a inauguré sa 1^{ère} usine d'extraction directe de lithium à Centenario en Argentine, devenant ainsi la première entreprise européenne à produire du carbonate de lithium de qualité batterie à l'échelle industrielle.

Le début de la production est prévu pour novembre 2024 avec une fin de montée en puissance prévue pour le milieu de l'année 2025. À pleine capacité, la 1^{ère} usine de Centenario produira 24 000 t/an (sur une base de 100 %) de carbonate de lithium (« LCE ») de qualité batterie, soit l'équivalent des besoins de 600 000 véhicules électriques/an.

Le montant total de l'investissement pour la 1^{ère} usine de Centenario devrait s'élever à environ 870 millions de dollars.

En novembre 2023, le conseil d'administration d'Eramet a approuvé sous conditions la décision d'investissement pour une 2^{ème} usine de production de lithium à Centenario, représentant 30 000 t-LCE supplémentaires par an (sur une base de 100 %). Cette approbation reste soumise à l'obtention des permis de construire ainsi qu'à la mise en œuvre du nouveau régime fiscal d'investissement pour les grands projets, ce régime devant améliorer les conditions économiques et financières de la 2^{ème} usine de Centenario.

Raffinage de nickel (de classe 1) et de cobalt en Indonésie

En 2020, Eramet et BASF avaient signé un accord pour évaluer le potentiel de développement et de construction en commun d'une usine de raffinage de nickel et de cobalt à Weda Bay en Indonésie.

Après une évaluation approfondie, portant notamment sur la stratégie d'exécution du projet, les deux partenaires ont décidé en juin de ne pas investir dans ce projet commun.

Recyclage de batteries

En partenariat avec Suez, Eramet poursuit les études de faisabilité relatives au projet de recyclage de batteries en France. S'il se concrétisait, ce projet renforcerait la position d'Eramet sur la chaîne de valeur des batteries électriques, avec une présence en amont et en aval, depuis la collecte et le démantèlement des batteries en fin de vie jusqu'à leur valorisation sous forme de sels métalliques (nickel, cobalt et

lithium) permettant leur réutilisation pour la production de nouvelles batteries. Eramet continue d'évaluer l'intérêt et le moment opportun pour lancer ce projet de recyclage de batteries, compte tenu d'évolutions majeures dans la chaîne de valeur des batteries de véhicules électriques en Europe au cours des derniers mois.

Production de lithium géothermal en France

En partenariat avec Électricité de Strasbourg (ÉS), Eramet continue d'évaluer la faisabilité de l'extraction de lithium à partir de saumures géothermiques en Alsace, au cœur du marché européen de la batterie électrique. S'il se concrétisait, ce projet permettrait d'allier les performances de la géothermie (production de chaleur et d'électricité

décarbonées par pompage de saumures chaudes en profondeur) et l'un des procédés d'extraction directe du lithium (« DLE ») les plus avancés au monde, développé et breveté par Eramet et en cours de déploiement à Centenario en Argentine.

Lithium au Chili

Suite à l'acquisition fin 2023 de concessions couvrant un ensemble de salars de lithium dans la région d'Atacama, le Groupe s'emploie à développer de futurs partenariats avec les sociétés d'Etat autorisées par le gouvernement chilien à

détenir des droits d'exploration et d'exploitation du lithium, dans lesquels il pourra apporter sa technologie DLE exclusive.

Au cours du semestre, Eramet a par ailleurs signé deux accords de prise d'intérêt pour mener des activités d'exploration au Chili.

Financement

Emprunt obligataire

Eramet a réalisé en mai sa deuxième série d'obligations liées au développement durable (« *sustainability-linked bonds* »), pour un montant de 500 millions d'euros. Ces obligations, d'une durée de 5,5 ans et assorties d'un coupon annuel de 6,5 %, sont liées à deux objectifs de performance durable. Ces objectifs seront évalués au 31 décembre 2026 par rapport aux performances de l'année 2019 :

- réduction de 37 % de l'intensité d'émissions annuelles des gaz à effet de serre (scope 1 et scope 2) du Groupe, et
- augmentation à 67 % de la part (en termes d'émissions) de ses fournisseurs et de ses clients ayant des objectifs de décarbonisation cohérents avec le scénario « *well-below 2°C* » de l'accord de Paris.

Parallèlement, Eramet a racheté la souche obligataire arrivant à échéance en mai 2025 (pour un montant de 300 millions d'euros, 180 millions d'euros en juin et 120 millions d'euros début juillet), et a étendu d'un an l'échéance du Term loan (qui s'élève à 500 millions d'euros à fin juin).

La maturité moyenne s'établit désormais à environ 4 ans (contre près de 3 ans au 31 décembre 2023).

Notation financière

Deux agences de notation, Moody's et Fitch, avaient attribué à Eramet en 2023 des notes de crédit à long terme de respectivement Ba2 et BB+, avec des perspectives stables. Au deuxième trimestre 2024, Moody's et Fitch ont revu les notes de crédit à long terme du Groupe à Ba2 et BB, respectivement, avec des perspectives stables.

NOTE 2 Note Climat

Décarbonation

Environ 90% des émissions de gaz à effet de serre d'Eramet (Scope 1 & 2) sont liés à ses activités pyro-métallurgiques de transformation du minerai de manganèse et de nickel.

Eramet s'est fixé pour objectif de réduire de 40 % ses émissions en 2035 par rapport à 2019. Un programme d'actions a été conçu pour atteindre cet objectif ; il se concentre notamment sur les activités pyrométallurgiques.

Les principaux projets sont les suivants :

- Le sourcing ou la production d'électricité décarbonée, avec l'étude de l'achat d'électricité renouvelable pour le site de Marietta (USA)
- Les actions d'efficacité énergétique, avec notamment la production d'électricité à partir des gaz d'exhauste dans la production d'alliages de Manganèse
- Le remplacement des carbo-réducteurs fossiles par des biocarbones issus de biomasse (alliages de manganèse)
- Le déploiement (étude de faisabilité en cours) d'un système de capture, liquéfaction, transport et stockage de CO2 sur le site de Sauda (Norvège)

Concernant les activités minières, qui contribuent à hauteur d'environ 10% aux émissions de gaz à effet de serre du groupe, d'autres initiatives de décarbonation sont également en cours ou à l'étude, avec notamment la production d'électricité d'origine photovoltaïque sur nos sites au Sénégal et en Argentine.

Ces projets sont intégrés à la planification long terme d'Eramet, et sont pris en compte dans l'évaluation des actifs pyrométallurgiques (avec notamment la prise en considération d'un prix interne du carbone dans les CAPEX, à 100 €/t).

Impacts du changement climatique

En 2023, Eramet a mis à jour l'analyse du risque stress-hydrique pour l'ensemble de ses sites en utilisant Aqueduct 4.0 Water Risk Atlas. Cet outil mis à disposition par le World Resources Institute's (WRI) cartographie et analyse les risques liés à l'eau, actuels et futurs, en fonction de scénarios du changement climatique et socioéconomiques et de la localisation des activités. Le Water Risk Atlas mis à jour en 2023 utilise un modèle hydrologique mondial appelé PCR-GLOBWB 2 pour générer de nouveaux ensembles de données sur l'approvisionnement et l'utilisation de l'eau dans les sous-bassins.). Le Water Stress mesure le ratio entre la demande totale en eau et les réserves renouvelables d'eau de surface et d'eau souterraine disponibles.

L'analyse intègre la situation actuelle et les projections d'évolutions à 2030 et 2050 pour 3 scénarios socio-économiques et climatiques (business-as-usual SSP 3 RCP 7.0, optimiste SSP 1 RCP 2.6 et pessimiste SSP 5 RCP 8.5).

Le résultat de cette analyse fait apparaître un risque faible sur tous les sites du groupe exceptés :

- Les sites français (centre de recherche de Trappes et l'usine Comilog Dunkerque) qui présentent actuellement un niveau de risque faible à moyen mais avec une évolution attendue à l'horizon 2050 vers un risque moyen à élevé pour le scénario SSP1 RCP 2.6.
- Le site de GCO au Sénégal présente dès 2023 un risque de stress hydrique élevé. Ce risque augmente à partir de 2030 ou 2050 selon les scénarios envisagés vers un niveau de risque très élevé.

Pour compléter cette analyse, le groupe a lancé cette année une mise à jour des risques physiques liés au changement climatique incluant l'ensemble des risques climatiques (inondations, vagues de chaleur, sécheresses, tempêtes,...) selon différents scénarios. Cette étude est en cours avec une finalisation attendue d'ici la fin de l'année.

NOTE 3 Performance opérationnelle des Divisions/BU et du Groupe – Information sectorielle

Réconciliation de l'EBITDA des indicateurs financiers publiés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Chiffre d'affaires	1 452	1 604	3 251
Autres revenus	39	26	89
Matières premières et achats consommés	(534)	(595)	(1 101)
Charges externes	(542)	(605)	(1 255)
Coût du personnel	(303)	(310)	(602)
Impôt et taxes	(8)	(9)	(18)
Variation nette des dépréciations sur actif circulant	(2)	(18)	(17)
EBITDA	102	93	347
Dotations aux amortissements d'exploitation	(120)	(114)	(240)
Variation nette des provisions et dépréciations d'exploitation (hors actif circulant)	(5)	11	20
Résultat opérationnel courant	(23)	(10)	127
Autres éléments du résultat opérationnel	(22)	(34)	(320)
Résultat opérationnel	(45)	(44)	(193)
Coût de l'endettement financier	(68)	(60)	(85)
Autres charges et produits financiers	(18)	(3)	83
Résultat financier	(86)	(63)	(2)
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées	98	174	295
Impôts sur les résultats	(61)	(15)	(88)
Résultat net des activités poursuivies	(94)	52	12
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession ⁽¹⁾	-	14	6
Résultat net de la période	(94)	66	18
Part des minoritaires	(53)	(32)	(91)
PART DU GROUPE	(41)	98	109

(1) En application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », en 2023 les UGT Erasteel et Aubert & Duval sont présentées comme des activités cédées, Aubert & Duval ayant été cédé en avril 2023 et Erasteel en juin 2023.

Indicateurs de performance

(en millions d'euros)	Direction des Opérations					Total des activités poursuivies	Erasteel et Aubert & Duval	Éliminations et retraitements	Total des activités poursuivies et en cours de cession
	Manganèse	Nickel	Sables Minéralisés	Lithium	Holding, éliminations, retraitements et autres entités				
1^{er} SEMESTRE 2024									
Chiffre d'affaires	996	313	141	-	2	1 452	-	-	1 452
EBITDA	225	(93)	50	(11)	(70)	102	(0)	-	102
Résultat opérationnel courant	137	(106)	33	(11)	(76)	(23)	-	-	(23)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	136	(144)	31	(44)	(173)	(194)	-	-	(194)
Investissements industriels (incorporels et corporels)	126	9	15	134	5	289	-	-	289
1^{er} SEMESTRE 2023									
Chiffre d'affaires	946	518	136	-	4	1 604	346	-	1 950
EBITDA	193	(72)	49	(9)	(68)	93	(8)	7	92
Résultat opérationnel courant	138	(92)	26	(9)	(73)	(10)	(13)	7	(16)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	127	(29)	64	(5)	(109)	48	(71)	2	(21)
Investissements industriels (incorporels et corporels)	151	8	50	74	8	291	24	-	315
EXERCICE 2023									
Chiffre d'affaires	1 978	994	275	-	4	3 251	346	-	3 597
EBITDA	499	(120)	105	(17)	(121)	347	(9)	7	346
Résultat opérationnel courant	361	(146)	62	(17)	(133)	127	(13)	7	121
Flux net de trésorerie généré par l'activité	328	(19)	81	62	(211)	241	(71)	2	172
Investissements industriels (incorporels et corporels)	378	20	65	226	16	706	26	-	732

Le chiffre d'affaires et l'EBITDA ajustés sont présentés afin de permettre une meilleure compréhension de la performance opérationnelle sous-jacente des activités du groupe, et concernent exclusivement la BU nickel.

Chiffre d'affaires et EBITDA ajustés

Chiffre d'affaires ajusté

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Chiffre d'affaires	1 452	1 604	3 251
Quote-part de chiffre d'affaires des co-entreprises et entreprises associées			
• PT Weda Bay (38,7 %)	223	297	573
CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ	1 674	1 901	3 824

Le chiffre d'affaires ajusté correspond au chiffre d'affaires incluant la quote-part d'Eramet dans le chiffre d'affaires de PT Weda Bay (38,7 %), ajusté de l'off-take entre Eramet et PT Weda Bay.

EBITDA ajusté

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
EBITDA	102	93	347
Quote-part de l'EBITDA des co-entreprises et entreprises associées :			
• PT Weda Bay (38,7 %)	145	246	425
EBITDA AJUSTÉ	247	339	772

L'EBITDA ajusté correspond à l'EBITDA du groupe Eramet ajusté de la quote-part d'Eramet (38,7 %) dans l'EBITDA réalisé par PT Weda Bay.

Chiffre d'affaires, investissements industriels et actifs non courants par zone géographique

(en millions d'euros)	France	Europe	Amérique du Nord	Chine	Autres Asie	Océanie	Afrique	Amérique du Sud	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES (DESTINATION DES VENTES)									
1^{er} SEMESTRE 2024	19	388	70	345	408	17	51	154	1 452
1 ^{er} semestre 2023	30	338	225	442	464	43	34	28	1 604
Exercice 2023	43	663	403	1 011	944	71	75	41	3 251
INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS (INCORPORELS ET CORPORELS)									
1^{er} SEMESTRE 2024	19	14	2	-	1	9	110	134	289
1 ^{er} semestre 2023	14	43	21	-	1	7	131	74	291
Exercice 2023	35	69	29	-	-	19	327	227	706
Actifs non courants (hors impôts différés)									
30 JUIN 2024	307	315	71	-	387	105	1 824	651	3 659
Exercice 2023	297	310	70	-	315	76	1 804	367	3 240

Indicateurs de performance consolidés

Les informations sectorielles sont complétées par les principaux indicateurs de performance consolidés suivis par le Comex. Ces indicateurs sont issus du reporting du Groupe et utilisés pour la communication financière des résultats et de la performance du Groupe.

Compte de résultat

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Chiffre d'affaires	1 452	1 604	3 251
EBITDA	102	93	347
Amortissement sur actif immobilisé	(120)	(114)	(240)
Provisions pour risques et charges	(5)	11	20
Résultat opérationnel courant	(23)	(10)	127
Dépréciations d'actifs	(9)	(7)	(218)
Autres produits et charges opérationnels	(13)	(27)	(102)
Résultat opérationnel	(45)	(44)	(193)
Résultat financier	(86)	(63)	(2)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	98	174	295
Impôts sur les résultats	(61)	(15)	(88)
Résultat net des activités poursuivies	(94)	52	12
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession ⁽¹⁾	-	14	6
Résultat net de la période	(94)	66	18
Part des minoritaires	(53)	(32)	(91)
PART DU GROUPE	(41)	98	109
Résultat de base par action (en euros)	(1,44)	3,44	3,80

(1) En application de la norme IFRS 5 - "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", les UGT Erasteel et Aubert & Duval sont présentées en 2023 comme des activités cédées, Aubert & Duval ayant été cédé en avril 2023 et Erasteel en juin 2023.

Tableau de flux de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Activités opérationnelles			
EBITDA	102	93	347
Impact trésorerie des éléments sous l'EBITDA	(150)	(71)	(179)
Marge brute d'autofinancement	(48)	22	168
Variation de BFR	(146)	26	73
Flux net de trésorerie générée par l'activité poursuivie (A)	(194)	48	241
Opérations d'investissement			
Investissements industriels	(289)	(291)	(706)
Autres flux d'investissements	(38)	123	222
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement de l'activité poursuivie (B)	(327)	(168)	(484)
Flux net de trésorerie lié aux opérations sur fonds propres de l'activité poursuivie ⁽³⁾	418	(94)	124
Incidence des variations de cours des devises et autres	8	(16)	(8)
Acquisition de droits d'utilisation IFRS 16	(1)	(6)	(10)
Variation de l'endettement financier net des activités poursuivies avant prise en compte des flux avec les activités cédées/en cours de cession	(97)	(236)	(137)
Flux de trésorerie net des activités poursuivies réalisés avec les activités cédées ou en cours de cession ^{(1) (2)}	-	(133)	(133)
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(97)	(369)	(270)
Variation de l'endettement financier net des activités cédées/en cours de cession avant prise en compte des flux avec les activités poursuivies	-	(101)	(102)
Flux de trésorerie net des activités cédées ou en cours de cession réalisés avec les activités poursuivies ^{(1) (2)}	-	133	133
Variation de l'endettement financier net des activités cédées ou en cours de cession	-	31	31
(AUGMENTATION)/DIMINUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(97)	(337)	(239)
(Endettement financier net) d'ouverture des activités poursuivies	(614)	(344)	(344)
(Endettement financier net) d'ouverture des activités cédées ou en cours de cession	-	(31)	(31)
(Endettement financier net) de clôture des activités poursuivies	(711)	(712)	(614)
(Endettement financier net) des activités cédées ou en cours de cession	-	-	-
Free cash flow (A) + (B)	(521)	(120)	(243)

(1) En application de la norme IFRS 5 – "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", en 2023, les UGT Erasteel et Aubert & Duval sont présentées comme des activités cédées.

(2) En 2023, les montants se rattachent essentiellement à des flux de financement des activités cédées / en cours de cession par les activités poursuivies

(3) dont 406 millions d'euros de l'impact du TSDI (SLN) en 2024

La réconciliation de la trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau de flux de trésorerie, avec l'endettement financier net du reporting du groupe Eramet se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2024	30/06/2023	31/12/2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 130	843	1 084
Actifs financiers courants	463	544	522
Instruments financiers (Juste valeur de la dette)	(3)	-	7
Emprunts	(2 220)	(2 008)	(2 144)
Dettes d'obligations locatives (IFRS 16)	(81)	(91)	(83)
ENDETTEMENT FINANCIER NET - REPORTING	(711)	(712)	(614)

PRÉSENTATION ÉCONOMIQUE DU BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Actif immobilisé	3 655	3 231
Stocks	616	619
Clients	270	221
Fournisseurs	(320)	(445)
BFR simplifié	566	395
Autres éléments de BFR	(73)	(41)
BFR total	493	354
Instruments financiers dérivés	2	15
TOTAL ACTIF	4 150	3 600

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2024	31/12/2023
Capitaux propres – part du Groupe	1 593	1 600
Minoritaires	865	394
Capitaux propres	2 458	1 994
Trésorerie et équivalents de trésorerie et autres actifs financiers courants	(1 593)	(1 613)
Emprunts	2 304	2 227
Endettement financier net	711	614
<i>Ratio endettement financier net/capitaux propres (gearing)</i>	29%	31%
Provisions et engagements liés au personnel	798	810
Impôts différés nets	183	182
TOTAL PASSIF	4 150	3 600

NOTE 4 Autres éléments du résultat opérationnel et intérêts minoritaires

Autres éléments du résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
Dépréciations d'actifs et pertes de valeur	(9)	(7)	(218)
Autres produits et charges opérationnels hors dépréciations	(13)	(26)	(101)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(22)	(34)	(319)

Dépréciations d'actifs et pertes de valeur

Au 31 décembre 2023, la dotation de dépréciation de 218 millions d'euros était relative à la perte de valeur de la SLN.

Part des participations ne donnant pas le contrôle – intérêts minoritaires

(en millions d'euros)	% des minoritaires	Quote-part		Quote-part		Quote-part
		résultats	capitaux propres	résultats	capitaux propres	résultats
		1 ^{er} semestre 2024	30/06/2024	Exercice 2023	31/12/2023	1 ^{er} semestre 2023
À la clôture		(53)	865	(91)	394	(32)
Setrag	67,51%	(12)	(32)	(25)	(20)	(14)
Société Le Nickel-SLN ⁽¹⁾	44,00%	(56)	(115)	(196)	(464)	(48)
Comilog S.A.	36,29%	20	581	97	600	40
Eramine Sud America	49,90%	(6)	411	30	261	(11)
Grande Côte Opérations	10,00%	2	20	3	17	1

(1) La quote-part des capitaux propres des minoritaires SLN comprend la souscription de l'Etat français aux TSDI à hauteur de 406 millions d'euros

NOTE 5 Endettement financier net et capitaux propres**Endettement financier net**

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Emprunts	(2 223)	(2 144)
Emprunts auprès des marchés financiers ⁽¹⁾	(1 186)	(904)
Emprunts auprès des établissements de crédit	(817)	(695)
Découverts bancaires et banques créditrices	(94)	(97)
Dettes financières de crédit-bail	(15)	(17)
Autres emprunts et dettes financières	(111)	(431)
Dettes d'obligations locatives	(81)	(83)
Instruments dérivés - Juste valeur de la dette ⁽²⁾	-	7
Autres actifs financiers courants	463	522
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 130	1 084
Équivalents de trésorerie	540	433
Trésorerie	590	651
ENDETTEMENT FINANCIER NET	(711)	(614)
Endettement financier net – part à plus d'un an	(1 925)	(1 606)
Endettement financier net – part à moins d'un an	1 214	992

(1) comprend -3 millions d'euros de juste valeur de la dette

(2) Au 30 juin 2024, la juste valeur de la dette est un passif

Certains emprunts sont soumis au niveau du Groupe ou localement à des ratios ou *covenants* financiers. Au 30 juin 2024, les *covenants* sont respectés.

Variation des emprunts

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
À l'ouverture	2 144	1 913	1 913
Nouveaux emprunts	726	1 059	1 419
Remboursements d'emprunts	(281)	(793)	(1 118)
Variation des découverts bancaires	(3)	(135)	(69)
Variation des intérêts courus non échus	(37)	(20)	17
Variations de périmètre	0	0	(28)
Écarts de conversion et autres mouvements	(327)	(16)	10
À LA CLÔTURE – EMPRUNTS	2 223	2 008	2 144

Variation des dettes d'obligations locatives

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2024	1 ^{er} semestre 2023	Exercice 2023
À l'ouverture	83	91	91
Variations des dettes d'obligations locatives (IFRS 16)	(3)	(0)	(6)
Variations de périmètre	0	1	-
Écarts de conversion et autres mouvements	1	(1)	(2)
À LA CLÔTURE – OBLIGATIONS LOCATIVES	81	91	83

Capitaux propres

Le capital social d'un montant de 87 702 893,35 euros est composé de 28 755 047 actions ordinaires entièrement libérées dont la valeur nominale est de 3,05 euros.

NOTE 6 Besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	31/12/2023	Variation BFR Tableau de flux	Variation dettes fournisseurs immobilisations	Écarts de conversion et autres mouvements	30/06/2024
Stocks	619	(3)	-	(0)	616
Clients	221	1	-	48	270
Fournisseurs	(445)	179	-	(54)	(320)
BFR simplifié	395	177	-	(6)	566
Autres éléments de BFR ⁽¹⁾	(41)	(30)	16	(18)	(73)
BFR TOTAL	354	147	16	(24)	493

(1) Comprend les dettes et créances fiscales et sociales, les autres actifs et passifs, les dettes et créances d'impôt exigibles et les créances et dettes sur immobilisations.

NOTE 7 Investissements

Acquisitions d'immobilisations

(en millions d'euros)	1er semestre 2024	1er semestre 2023	Exercice 2023
Investissements corporels de la période ⁽¹⁾	280	268	596
Investissements incorporels de la période	9	23	110
Total investissements industriels	289	291	706
Variation des dettes sur acquisition d'immobilisations ⁽¹⁾	16	65	215
TOTAL ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS – ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	305	356	920

(1) Dont investissements liés à des biens en crédit bail au 1er semestre 2024: 2,5 millions d'euros (0 millions d'euros au 1er semestre 2022)

Variation des immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023	31/12/2023
À l'ouverture	2 236	2 222	2 222
Investissements de la période	278	268	597
Cessions de la période	(29)	(4)	(3)
Amortissements de la période	(81)	(91)	(194)
Dépréciations de la période	(31)	(29)	(194)
Reprise de dépréciations de la période	21	22	43
Variation valeur brute des actifs de démantèlement	(0)	(3)	(31)
Variation des immobilisations en location financement (IFRS 16)	3	(0)	-
Variations de périmètre	144	4	(86)
Hyperinflation	-	157	579
Écarts de conversion et autres mouvements	6	(179)	(697)
À LA CLÔTURE	2 545	2 366	2 236
• Valeurs brutes	6 477	6 031	6 077
• Amortissements	(3 508)	(3 349)	(3 404)
• Dépréciations pour pertes de valeur	(424)	(316)	(437)

Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023	31/12/2023
À l'ouverture	70	76	76
Variation des droits d'utilisation	4	9	13
Amortissements de la période	(9)	(10)	(19)
Écarts de conversion et autres mouvements	2	1	-
À LA CLÔTURE	67	76	70
• Valeurs brutes	143	136	138
• Amortissements	(76)	(60)	(68)

Immobilisations incorporelles et goodwill

(en millions d'euros)	30/06/2024	30/06/2023	31/12/2023
À l'ouverture	434	486	486
Investissements de la période	9	23	110
Amortissements de la période	(12)	(13)	(27)
Dépréciations de la période	(0)	-	(14)
Variations de périmètre	3	-	(21)
Hyperinflation	-	2	7
Écarts de conversion et autres mouvements	10	(6)	(106)
À LA CLÔTURE	444	492	434
• Valeurs brutes	763	791	750
• Amortissements	(267)	(261)	(265)
• Dépréciations pour pertes de valeur	(52)	(38)	(50)

Participations dans les co-entreprises et les entreprises associées

(en millions d'euros)	Pays	% détention	Quote-part		Quote-part		Quote-part
			résultats	capitaux propres	résultats	capitaux propres	résultats
			1 ^{er} semestre 2024	30/06/2024	Exercice 2023	31/12/2023	1 ^{er} semestre 2023
Sociétés							
Strand Minerals – Weda Bay	Indonésie	38,7 %	98	386	295	315	174
TOTAL PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES			98	386	295	315	174

NOTE 8 Impôts

Impôt sur les résultats

(en millions d'euros)	1er semestre 2024	1er semestre 2023	Exercice 2023
Impôts courants	(59)	(59)	(107)
Impôts différés	(2)	44	19
PRODUIT/(CHARGE) D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS	(61)	(15)	(88)

Taux effectif d'impôt

(en millions d'euros)	1er semestre 2024	1er semestre 2023	Exercice 2023
Résultat opérationnel	(45)	(44)	(193)
Résultat financier	(86)	(63)	(2)
Résultat net avant impôts des sociétés intégrées	(131)	(107)	(195)
Taux courant d'imposition en France (en pourcentage)	25,83%	25,83%	25,83%
Produit/(Charge) d'impôt théorique	34	28	50
Effets sur l'impôt théorique :			
• des différences permanentes entre le résultat comptable et le résultat taxable	(22)	4	(8)
• impôts sur distribution de dividendes (retenue à la source)	(4)	(5)	(8)
• du différentiel de taux courant des pays étrangers	4	8	10
• des évolutions de taux d'impôts	-	-	-
• de crédits d'impôts	1	1	2
• des actifs d'impôts différés non reconnus ou limités	(81)	(50)	(141)
• d'utilisation ou l'activation d'actifs d'impôts différés antérieurement non reconnus	10	2	4
• d'utilisation de pertes fiscales classée en résultat des activités en-cours de cession	-	-	-
• des éléments divers	(4)	(2)	3
PRODUIT/(CHARGE) D'IMPÔT RÉEL	(61)	(15)	(88)
TAUX D'IMPÔT	-47%	-14%	-45%

Le taux d'impôt à - 47 % s'explique principalement par la limitation des actifs d'impôts différés, notamment ceux de la SLN sur la période venant limiter l'effet impôt sur le résultat net de la période. Par ailleurs, le montant des impôts différés actifs au titre des déficits fiscaux de l'intégration fiscale France s'élève à 30 millions d'euros, comme au 31 décembre 2023.

NOTE 9 Provisions*(en millions d'euros)*

	30/06/2024	31/12/2023
À l'ouverture	711	724
Dotations (reprises) de la période	(22)	11
• dotations de la période	13	58
• (reprises) utilisées de la période	(36)	(48)
• (reprises) non utilisées de la période	-	-
Charges de désactualisation	5	9
Actifs de démantèlement	(0)	(49)
Écarts de conversion et autres mouvements	2	16
À LA CLÔTURE	695	711
• Part à plus d'un an	581	579
• Part à moins d'un an	114	132
Remise en état des sites et risques environnementaux	494	488
Personnel	14	13
Autres risques et charges	187	210

NOTE 10 Engagements hors bilan, autres engagements, passifs éventuels et autres informations

Engagements hors bilan

(en millions d'euros)	30/06/2024	31/12/2023
Engagements donnés	58	56
• Activités opérationnelles	58	56
• Activités de financement	-	-
Engagements reçus	46	46
• Activités opérationnelles	46	46
• Activités de financement	-	-

Autres engagements, passifs éventuels et autres informations

Les autres engagements, passifs éventuels et autres informations présentés dans le Document d'enregistrement universel 2023 au niveau de la note 10 « Engagements hors bilan, autres engagements, passifs éventuels et autres informations » de l'annexe aux comptes consolidés ont évolué comme suit :

Autres engagements

SLN conservation des droits miniers

Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a adopté le 5 février 2019 des dispositions visant à modifier l'article LP 131-12-5 du Code minier qui impartissait aux opérateurs d'avoir reconnu, sous peine d'encourir la déchéance, l'intégralité de leur domaine minier.

La SLN a procédé aux travaux de reconnaissance par géophysique de l'ensemble de son domaine, exigés par les nouvelles prescriptions du Code minier. Elle dispose désormais d'un délai qui expirera respectivement en décembre 2024 pour ses titres miniers situés en Province Sud et en avril 2025 pour ses titres miniers situés en Province Nord pour justifier, au moyen de la réalisation de travaux de recherches, de l'existence d'une ressource indispensable au process de la SLN et ainsi éviter d'encourir la déchéance des concessions minières.

Concession du chemin de fer Transgabonais – Setrag

Selon les termes de la convention de 2005, d'une durée initiale de trente ans, la société Setrag, concessionnaire, est tenue de remplir des objectifs de capacité d'exploitation (volume de marchandises et nombre de passagers). Le concessionnaire dispose de la liberté tarifaire. Son actionnaire principal, Comilog, est engagé à ce que les financements nécessaires aux investissements permettant d'atteindre les objectifs de capacité d'exploitation soient mis en place. Setrag et la République gabonaise ont signé le 16 octobre 2015 un avenant n° 1 à la convention de concession de la Gestion et de l'Exploitation du Chemin de

Fer Transgabonais en vue de restaurer de manière durable la capacité technique du chemin de fer et la viabilité économique du Concessionnaire. Cet avenant prévoit donc un plan d'investissements (Programme de Remise à Niveau – PRN) estimé à 316 millions d'euros sur huit ans dont 93 millions d'euros à la charge de l'État gabonais et 223 millions d'euros à la charge de Setrag. Les financements nécessaires à la réalisation de ce plan ont été mis en place sur l'exercice 2016. Les travaux de renouvellement de la voie ont débuté en 2017, et se sont intensifiés depuis.

En outre, les travaux de restauration de la plateforme ferroviaire (« zones instables »), à la charge de l'État gabonais, ont démarré en 2018. Le 25 juin 2021, un avenant n° 2 à la convention de concession a été signé réévaluant le montant du PRN à 509 millions d'euros dont 158 millions d'euros à la charge de l'État gabonais et 351 millions d'euros à la charge de Setrag. Les travaux se sont poursuivis en 2022. Le 8 septembre 2021, un troisième avenant à la concession a été signé autorisant l'entrée de Meridiam à hauteur de 40 % du capital de la Setrag et la cession de 9 % du capital à l'État intervenue début 2022. L'avenant n° 3 à la concession entérine également une prolongation de 10 ans de la concession jusqu'en 2045. Les travaux se sont poursuivis en 2023 et devraient s'achever en 2028.

Autre engagement donné

Eramet a accepté de prolonger certaines garanties environnementales pour le compte de la SLN jusqu'en avril 2025 à hauteur de 53 millions d'euros.

Les autres passifs éventuels n'ont pas connu d'évolution majeure.

Passifs éventuels

Risque fiscal

La société Comilog fait actuellement l'objet d'un contrôle fiscal au Gabon couvrant la période allant de l'exercice 2019 à l'exercice 2022. Seule l'année 2019 a fait l'objet de vérifications et les contrôles sur les autres exercices 2020 à 2022 se sont poursuivis en 2024. Au stade actuel de la procédure, il n'est pas possible de se prononcer sur l'issue du contrôle. Les discussions sont engagées avec l'administration fiscale.

Autres informations

SLN : Energie, autorisations d'exploiter et garanties financières

La société SLN avait négocié la modulation partielle du coût de l'énergie achetée à Enercal (fournisseur local d'électricité) en fonction du LME. La société SLN et Enercal ont trouvé un accord en 2023 afin de mettre fin à ce mécanisme à compter de janvier 2023. La centrale électrique de Doniambo (Centrale B) dont l'autorisation d'exploiter allait jusqu'en 2025 a cessé son activité en 2023. La société SLN a organisé la venue d'une centrale électrique sur barge : la Centrale Accostée Temporaire (CAT). Le 6 janvier 2023, la mise en service commerciale de la CAT a été prononcée pour une durée réglementaire d'exploitation de 3 ans. Au-delà de ces 3 ans, la solution du réseau calédonien par la mise en œuvre du STENC (Schéma de Transition Energétique de la NC) doit être mise en place. Les principes de cette solution ont été validés dans l'Accord Cadre du 24 mai 2022 signé avec le Gouvernement et la Province Sud et les métallurgistes

Engagements donnés lors des cessions

Dans le cadre des cessions significatives intervenues notamment au cours de l'exercice 2023, Eramet a accordé un certain nombre de garanties ou d'indemnités spécifiques usuelles. En fonction des estimations et du jugement portés sur chaque item et pouvant conduire à une sortie de ressources à court ou moyen terme une provision pour risque a été constituée dans les comptes. Le montant résiduel est considéré comme un passif éventuel.

calédoniens. Cet accord décrit une trajectoire de décarbonation du mix électrique. Le contenu technique de ce mix faisant appel au photovoltaïque avec stockage et à des moyens d'appoint au gaz.

L'exploitation des centres miniers et de l'Usine de Doniambo nécessite l'obtention de garanties financières selon les prescriptions du code minier et du code de l'environnement. Ces garanties sont données aux provinces de Nouvelle Calédonie pour une durée pouvant aller jusqu'à 5 ans. Ces garanties sont données par SLN ou directement par Eramet (89 millions d'euros). Pour la gestion des déchets et coproduits, l'autorisation d'entreposage à Doniambo des scories de désulfuration a été prolongée jusqu'à 2027. Pour les exportations de minerai, SLN a obtenu le 16 avril 2019 l'autorisation d'exporter 3Mth en 2020 et un maximum de 4Mth de minerai de teneur moyenne 1,8%Ni à compter de 2021 et pour une durée de 10 ans. Ces autorisations ont été portées à 6Mth en février 2022.

NOTE 11 Événements postérieurs à la clôture

Comme indiqué dans la note 1, en juillet 2024 un complément d'émission "TSDI" a été souscrit par l'Etat à hauteur de 80 millions d'euros portant le montant total de l'Etat à 486 millions d'euros (intérêts inclus). La part d'Eramet reste inchangée.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre événement postérieur à la date de clôture.

NOTE 12 Base de préparation des comptes semestriels consolidés condensés

Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes semestriels consolidés condensés du premier semestre 2024 sont établis en millions d'euros conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », et établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), et aux IFRS adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2024. S'agissant de comptes semestriels consolidés condensés, ils

n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour les comptes consolidés annuels, à ce titre ils doivent être lus en association avec les comptes consolidés annuels du groupe Eramet au 31 décembre 2023. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers annuels.

Évolution des normes et interprétations

Les principes et méthodes comptables appliqués pour les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2024 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2023, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS tels qu'adoptés par l'Union européenne et l'IASB, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024 (et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe).

Ainsi le Groupe applique les normes et les amendements aux normes suivantes depuis le 1^{er} janvier 2024, qui sont sans impact significatif sur les états financiers consolidés condensés intermédiaires:

- modification d'IAS 1 – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (y compris les derniers amendements publiés le 31 octobre 2022) ;
- modification d'IFRS 16 – Passif de location relatif à une cession-bail (publié par l'IASB le 22 septembre 2022) ;
- modification d'IAS 7 et d'IFRS 7 – Accords de financement de fournisseurs (publié par l'IASB le 25 mai 2023).

Réforme fiscale internationale : Pilier 2

En décembre 2022, l'Union européenne a publié la Directive 2022/2523 afin de mettre en oeuvre la réforme fiscale de l'OCDE. Cette directive s'applique en France à compter du 1^{er} janvier 2024. Dans ce cadre, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 12 - Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2 applicable pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2023, qui introduit une exemption temporaire obligatoire à la comptabilisation des actifs ou passifs d'impôts différés liés à cet impôt minimum. Le Groupe est dans le champ d'application du modèle de règles du Pilier 2 (également appelées « Règles globales de lutte contre l'érosion de la base d'imposition » ou « Règles GloBE »). Le Groupe a procédé à une évaluation de son exposition potentielle aux règles. Sur la base de l'évaluation effectuée, le Groupe ne s'attend pas à payer un impôt complémentaire pour l'exercice 2024. Par conséquent, l'exposition à l'imposition complémentaire au regard des Règles GloBE est estimée comme non significative.

Activités cédées

En application de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les entités Aubert & Duval et Erasteel, cédées en 2023, sont présentées dans les états financiers consolidés du Groupe comme des activités cédées pour l'exercice 2023.

Effet de la saisonnalité

Les différentes activités du Groupe ne sont pas soumises à des fluctuations saisonnières significatives.

Recours à des estimations et au jugement

Les jugements et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au 30 juin 2024 sont identiques à ceux de l'exercice annuel précédent exposés dans les comptes consolidés de l'exercice 2023 présents dans le Document d'enregistrement universel 2023.

Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2024, le périmètre de consolidation n'a pas subi de changement par rapport au 31 décembre 2023 à l'exception du changement de méthode de consolidation de la société PT Eramet Halmahera Nickel, consolidée en intégration globale en 2024 (et qui était précédemment comptabilisée par la méthode de la mise en équivalence), du fait de l'abandon du projet Sonic Bay en Indonésie.

Changement de devise fonctionnelle des entités argentines

Comme indiqué dans la note 1 Faits marquants, le démarrage des activités en argentine est prévu au cours du dernier trimestre 2024. Dans ce cadre, dans la mesure où les principales opérations de ventes seront libellées en dollars, la devise fonctionnelle des entités argentines a été modifiée. Ces entités sont désormais consolidées en USD.

Particularités propres à l'établissement des comptes semestriels consolidés condensés

Avantages du personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette estimée pour l'exercice 2024, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées au 31 décembre 2023 et ajustée le cas échéant des événements non récurrents (modifications de régimes, réductions, liquidations). Au 30 juin, les écarts actuariels estimés sur la base d'une analyse de sensibilité sur les taux d'actualisation sont comptabilisés et imputés en capitaux propres (régimes à prestations définies) ou au compte de résultat (autres avantages à long terme), dès lors qu'ils sont considérés comme significatifs.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôt (exigible et différée) de la période est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice en cours au niveau du Groupe. Elle est ajustée des opérations propres au premier semestre.

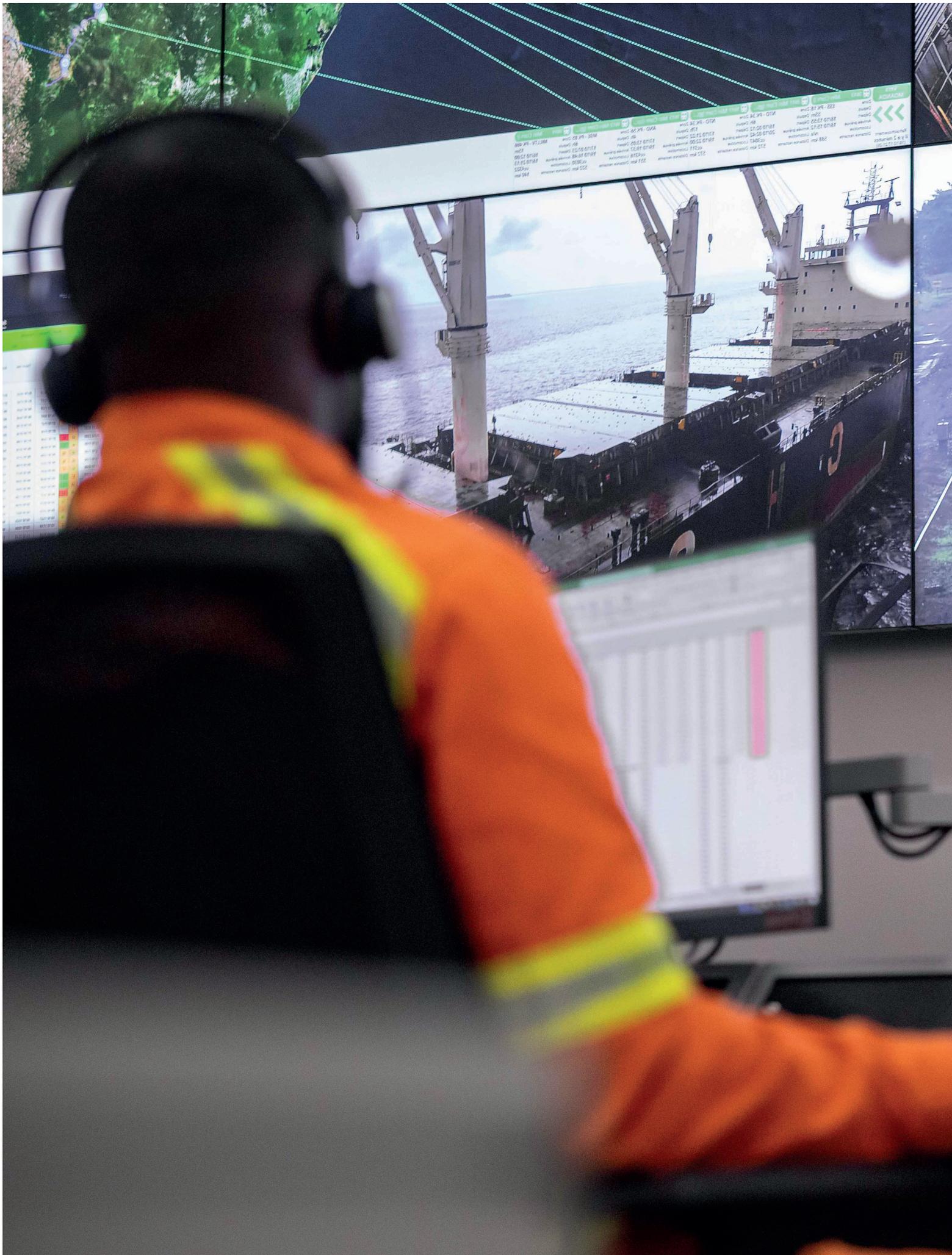
Dépréciations d'actifs et pertes de valeur

Les tests de dépréciation pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie infinie sont réalisés de manière systématique au deuxième semestre.

En conséquence, lors de l'arrêté semestriel, des tests de dépréciations pour les actifs n'ont été réalisés qu'en cas d'identification d'indice de pertes de valeur.

Unités génératrices de trésorerie (UGT)

Au 30 juin 2024 le Groupe est divisé en six UGT : deux UGT dans la *Business Unit* Nickel (Minerai Nickel et Usine de Transformation de Nickel), une UGT Minerai de Manganèse, une UGT Alliages de Manganèse, une UGT Sables Minéralisés, et une UGT Lithium.





4

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024

Période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Eramet S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 25 juillet 2024

KPMG SA

Michel Piette

Associé

Jérémie Lerondeau

Associé

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Jean-François Baloteaud

Associé

Alexandre Mikhail

Associé

Conception et Réalisation



pomelo-paradigm.com/pomdocpro/

Crédits photos : Brian Gauvan, Eramet



10, boulevard de Grenelle
CS 63205
F-75015 Paris
www.eramet.fr